



Comité des obstacles techniques au commerce

**VINGT-TROISIÈME EXAMEN ANNUEL DE LA MISE EN ŒUVRE
ET DU FONCTIONNEMENT DE L'ACCORD OTC**

NOTE DU SECRÉTARIAT¹

Le Comité des obstacles techniques au commerce de l'OMC (le Comité) procédera au vingt-troisième examen annuel de la mise en œuvre et du fonctionnement de l'Accord de l'OMC sur les obstacles techniques au commerce (l'Accord OTC), au titre de l'article 15.3 de l'Accord, à sa prochaine réunion les 21 et 22 mars 2018. Le présent document traite des travaux du Comité concernant la mise en œuvre et le fonctionnement de l'Accord pendant la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2017.

¹ Le présent document a été établi par le Secrétariat sous sa propre responsabilité et est sans préjudice des positions des Membres ni de leurs droits et obligations dans le cadre de l'OMC.

TABLE DES MATIÈRES

1 RÉSUMÉ ANALYTIQUE	3
2 ÉCHANGE DE DONNÉES D'EXPÉRIENCE	5
3 EXAMEN DES MESURES OTC	6
3.1 Notifications des règlements techniques et procédures d'évaluation de la conformité	6
3.1.1 Tendances en matière de nouvelles notifications et de suite donnée (addenda, corrigenda, révisions)	6
3.1.2 Notifications présentées par Membre	7
3.1.3 Utilisation des modes de présentation des notifications.....	9
3.1.4 Notifications par niveau de développement et par région	10
3.1.5 Approches régionales de la notification.....	12
3.1.6 Délai prévu dans les notifications pour la présentation des observations	13
3.1.7 Outils de notification en ligne	14
3.1.8 Objectifs déclarés des notifications	15
3.2 Autres notifications OTC	17
3.2.1 Notifications au titre de l'article 10.7	17
3.2.2 Notifications au titre de l'article 15.2	17
3.2.3 Notifications au titre du Code de pratique pour l'élaboration, l'adoption et l'application des normes (le "Code")	17
3.3 Préoccupations commerciales spécifiques	18
3.3.1 Tendances en matière de PCS.....	18
3.3.2 PCS par Membre.....	19
3.3.3 Membres visés par les nouvelles PCS.....	21
3.3.4 PCS par région et par niveau de développement.....	22
3.3.5 Types de préoccupations soulevées	24
3.3.6 Objectifs déclarés des mesures visées par des PCS	24
3.3.7 Fréquence – nombre de fois où une PCS donnée a été soulevée.....	25
3.3.8 Rapport entre les notifications et les PCS	26
4 DIFFÉRENDS CONCERNANT DES DISPOSITIONS DE L'ACCORD OTC	27
5 ACTIVITÉS D'ASSISTANCE TECHNIQUE MENÉES PAR LE SECRÉTARIAT	27
ANNEXE.....	28
A. Notifications présentées, par Membre, 1995-2017	28
B. Période moyenne accordée pour la présentation des observations, par Membre, 2017.....	31
C. Pourcentage de notifications qui prévoient une période pour la présentation d'observations, par Membre, 2017	32
D. Résumé des PCS soulevées en 2017	33
E. Aperçu des nouvelles PCS soulevées en 2017	38
F. Aperçu des organismes à activité normative qui ont accepté le Code de pratique	41
G. Communications concernant la mise en œuvre et l'administration de l'Accord au titre de l'article 15.2	54

1 RÉSUMÉ ANALYTIQUE

- M. Jose Manuel Campos Abad (Chili) a été élu par le Comité OTC à sa présidence pour 2017 et **trois réunions ordinaires** ont été tenues les 29 et 30 mars², les 14 et 15 juin³, et les 8 et 9 novembre⁴;
- le Comité a tenu **trois réunions thématiques** sur les bonnes pratiques réglementaires, les procédures d'évaluation de la conformité et l'évaluation des risques, et a commencé ses travaux sur le **huitième examen triennal du fonctionnement et de la mise en œuvre de l'Accord OTC** (Section 2);
- au total, **2 585 notifications** ont été présentées en 2017, **chiffre annuel record depuis l'entrée en vigueur de l'Accord** en 1995. Ces notifications ont été présentées par **82 Membres**, soit le plus haut niveau de participation annuelle, s'agissant de la présentation de notifications, depuis 1995 (Section 3.1.1);
- les **Membres africains ont activement participé**. Pour la première fois depuis 1995, le Membre ayant présenté le plus de notifications était africain (l'Ouganda), et sur les dix Membres les plus actifs en la matière, trois étaient africains (l'Ouganda, la Tanzanie et le Kenya) (Section 3.1.2);
- on a constaté une **nette augmentation du nombre de notifications présentées par les pays en développement et les pays les moins avancés Membres** depuis 2004 et la majorité des notifications (83%) présentées en 2017 l'ont été par ce groupe de Membres. De plus, ces pays ont accru leur niveau de notification par rapport à 2016, tandis que celui des pays développés Membres a diminué (Section 3.1.4);
- depuis 2015, les Membres accordent des **délais plus courts pour la présentation des observations sur les notifications**, tendance qui s'est poursuivie en 2017 (Section 3.1.6);
- 64% de l'ensemble des notifications OTC ont été présentées via le **système de présentation des notifications OTC** (TBT NSS), contre 53% en 2015 (Section 3.1.7.1);
- les Membres ont examiné **178 préoccupations commerciales spécifiques** (PCS), un record. La plupart de ces PCS avaient déjà été soulevées auparavant. Le Comité a examiné 27 nouvelles PCS seulement au cours de l'année 2017. Cela indique que le nombre de nouvelles préoccupations soulevées depuis 2014 a continué à baisser. Cependant, le **nombre de PCS examinées qui ont été soulevées précédemment continue d'augmenter et compense largement la diminution du nombre de nouvelles PCS soulevées** (Section 3.3.1);
- la **moitié des nouvelles PCS soulevées en 2017 l'ont été par des pays en développement Membres**. Cette répartition a varié au fil des ans mais, de manière générale, les pays en développement Membres soulèvent de plus en plus de nouvelles PCS (Section 3.3.4);
- dans le passé, le nombre de nouvelles notifications et le nombre de nouvelles PCS ont connu une tendance à la hausse similaire. Toutefois, depuis 2015, le **nombre de nouvelles notifications augmente tandis que celui des nouvelles PCS diminue**, marquant une rupture dans cette tendance (Section 3.4);
- huit organismes à activité normative ont notifié leur acceptation du **Code de pratique pour l'élaboration, l'adoption et l'application des normes**, et 72 notifications de programmes de travail ont été reçues de 65 organismes à activité normative, une augmentation significative par rapport à 2016 (Section 3.2.3);

² G/TBT/M/71.

³ G/TBT/M/72.

⁴ G/TBT/M/73.

- au total, 34 **activités d'assistance technique** liées aux OTC ont été réalisées par le Secrétariat en 2017, dont 12 ont porté spécifiquement sur l'Accord OTC (Section 5); et
- **ePing** a comptabilisé plus de 3 200 utilisateurs entre son lancement en novembre 2016 et la fin de l'année 2017, dont 45% appartiennent au secteur privé (Section 3.1.7.2).

2 ÉCHANGE DE DONNÉES D'EXPÉRIENCE

2.1. En 2017, les échanges de données d'expérience des Membres ont essentiellement eu lieu lors de séances thématiques:

- a. **Bonnes pratiques réglementaires.** Cette séance thématique a consisté à examiner différentes approches et différents cadres institutionnels que les Membres utilisent afin d'appliquer les bonnes pratiques réglementaires à tous les niveaux du gouvernement. Le rapport résumé de la modératrice est publié sous la cote G/TBT/GEN/214.
- b. **Procédures d'évaluation de la conformité.** Cette séance thématique comprenait un examen de l'expérience des Membres en matière d'élaboration et d'utilisation des accords et des arrangements pour faciliter l'acceptation des résultats des évaluations de la conformité, et a fait ressortir l'importance des normes, des directives et des recommandations internationales pour l'évaluation de la conformité. Le rapport résumé du modérateur est publié sous la cote G/TBT/GEN/213.
- c. **Évaluation des risques.** Cette séance thématique a porté sur l'évaluation des risques et ses liens avec différents aspects des travaux du Comité, mettant particulièrement l'accent sur l'utilisation de l'évaluation des risques pour soutenir le choix et l'élaboration des procédures d'évaluation de la conformité. Le rapport résumé du modérateur est publié sous la cote G/TBT/GEN/226.

2.2. **En 2017**, le Comité a lancé le **huitième examen triennal de l'Accord OTC**. L'échéancier du processus d'examen avait été convenu à sa réunion tenue les 14 et 15 juin 2018 (G/TBT/W/450).⁵ L'examen sera axé sur les propositions émanant des Membres et devrait se terminer en novembre 2018. Deux Membres ont présenté trois propositions en 2017: l'Afrique du Sud (G/TBT/W/452 et G/TBT/W/453) et les États-Unis (G/TBT/W/451). Le Comité a organisé une réunion informelle sur le huitième examen triennal le 7 novembre 2017.⁶

⁵ G/TBT/M/72, paragraphe 3.253.

⁶ "Réunion informelle sur le huitième examen triennal tenue le 7 novembre 2017, Rapport du Président à la réunion du Comité OTC des 8 et 9 novembre 2017", JOB/TBT/250, 17 novembre 2017.

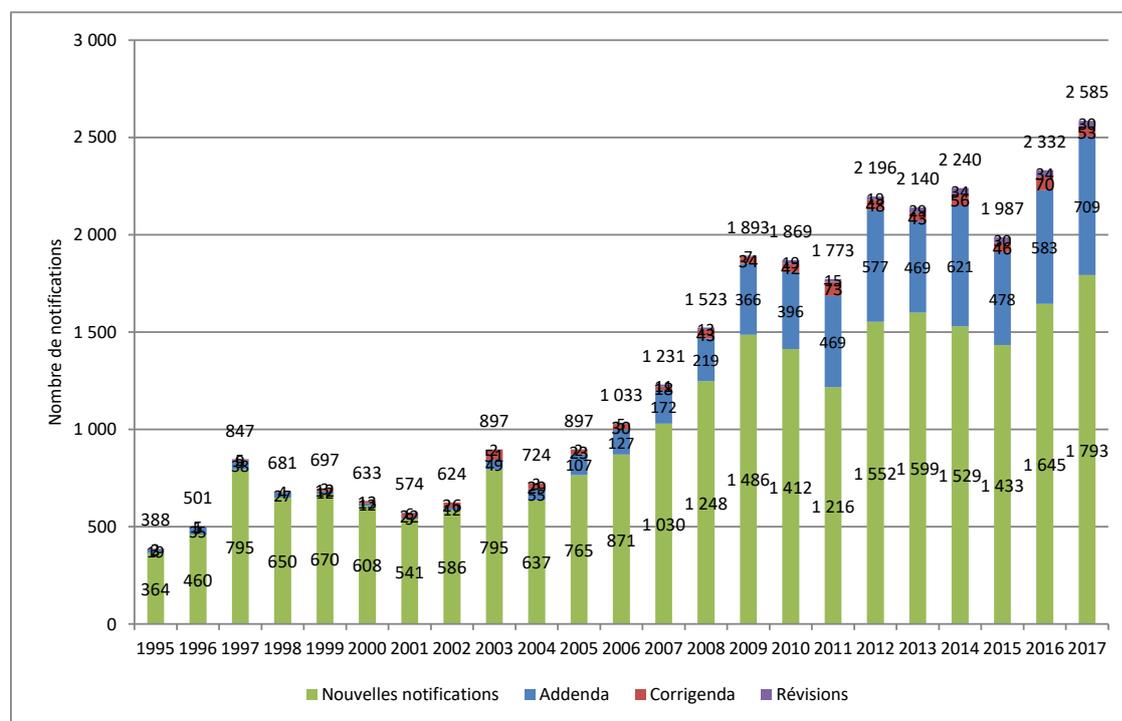
3 EXAMEN DES MESURES OTC⁷

3.1 Notifications des règlements techniques et procédures d'évaluation de la conformité

3.1.1 Tendances en matière de nouvelles notifications et de suite donnée (addenda, corrigenda, révisions)

3.1. En 2017, le Comité OTC a enregistré un nombre record de notifications portant sur des mesures nouvelles ou modifiées (2 585) présentées en une année, ainsi que le nombre le plus élevé de toute son histoire de nouvelles notifications relatives aux règlements techniques et aux procédures d'évaluation de la conformité (1 793). Il faut également ajouter à ces chiffres 709 addenda et 53 corrigenda aux notifications existantes, et 30 révisions (figure 1).⁸ Comparé à 2016, le nombre total de notifications a augmenté de 11%; dans le prolongement du mouvement à la hausse enregistré depuis 2004. Entre l'entrée en vigueur de l'Accord OTC et le 31 décembre 2017, 136 Membres (soit 83% de la totalité des Membres) ont présenté 30 265 notifications (voir l'Annexe A).

Figure 1: Nombre total de notifications, 1995-2017⁹

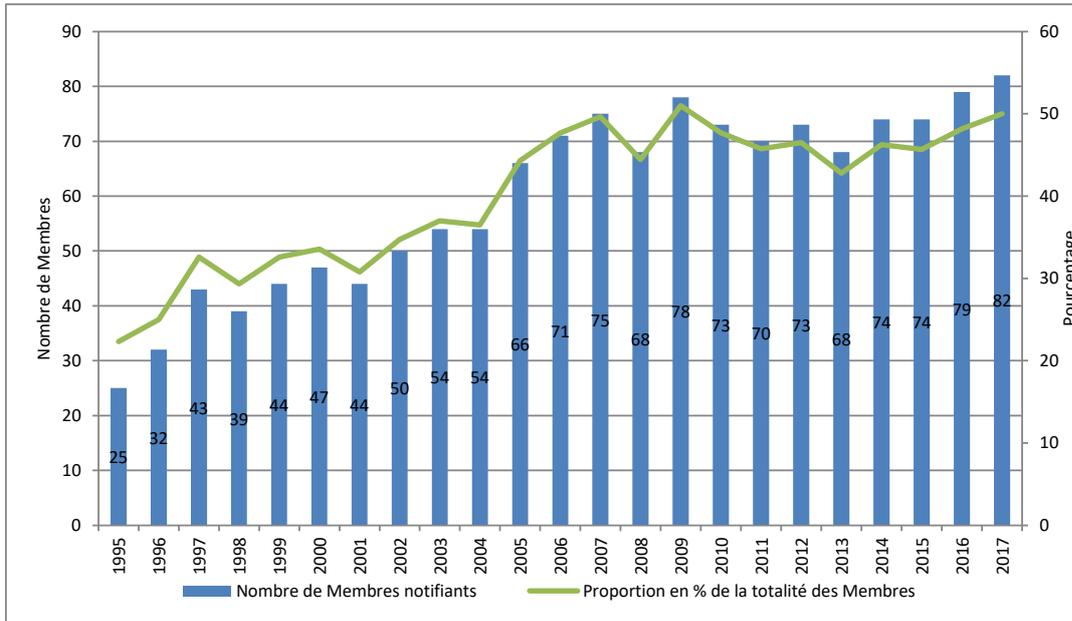


3.2. La participation à la présentation de notifications en 2017 a été plus importante qu'auparavant, 82 Membres (exactement la moitié des Membres actuels de l'OMC) ayant présenté au moins une notification au cours de l'année. Cette hausse régulière de la participation depuis 1995 correspond à l'augmentation de la proportion des Membres notifiants (figure 2).

⁷ Les données utilisées dans les figures de la présente section sont tirées du système TBT IMS <http://tbtims.wto.org/>. On trouvera de plus amples précisions dans l'Annexe A. Des renseignements supplémentaires sur les notifications OTC, les PCS et les autres documents liés aux OTC peuvent être obtenus par le biais du système TBT IMS.

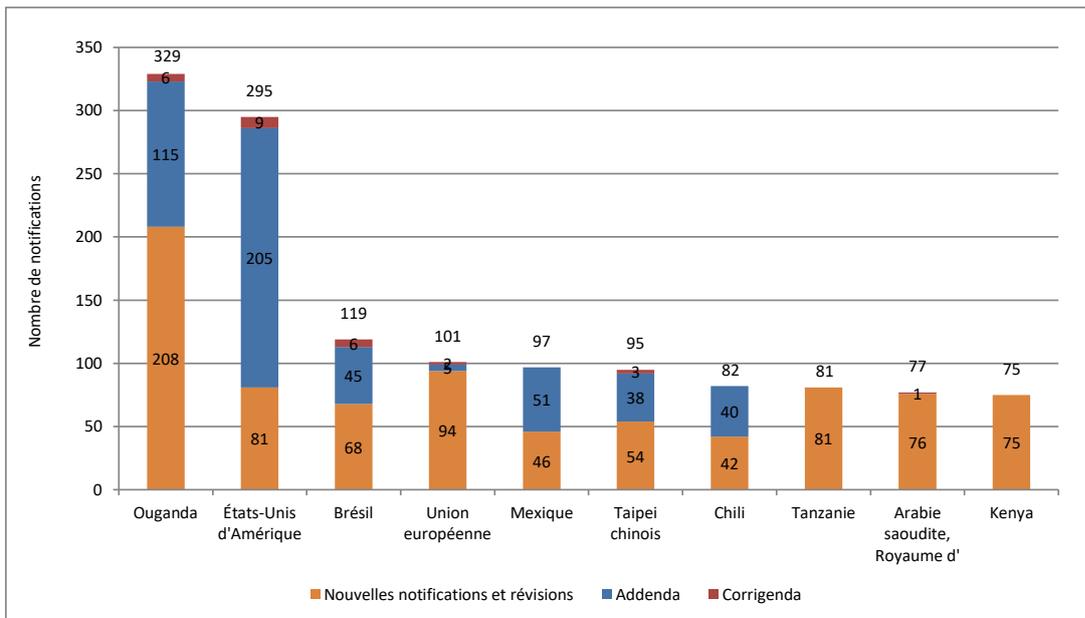
⁸ Le présent document utilise la terminologie adoptée par le Comité OTC dans sa recommandation sur l'"Utilisation cohérente des modes de présentation des notifications" (document G/TBT/35 daté du 18 juin 2014).

⁹ Les notifications de traduction non-officielle des mesures notifiées, les *suppléments*, ne sont pas comptabilisées dans le nombre total de notifications OTC dans le présent rapport, car elles constituent une notification de mesure nouvelle ou modifiée. Voir la figure 7 pour plus d'informations.

Figure 2: Participation des Membres au processus de notification, 1995-2017

3.1.2 Notifications présentées par Membre

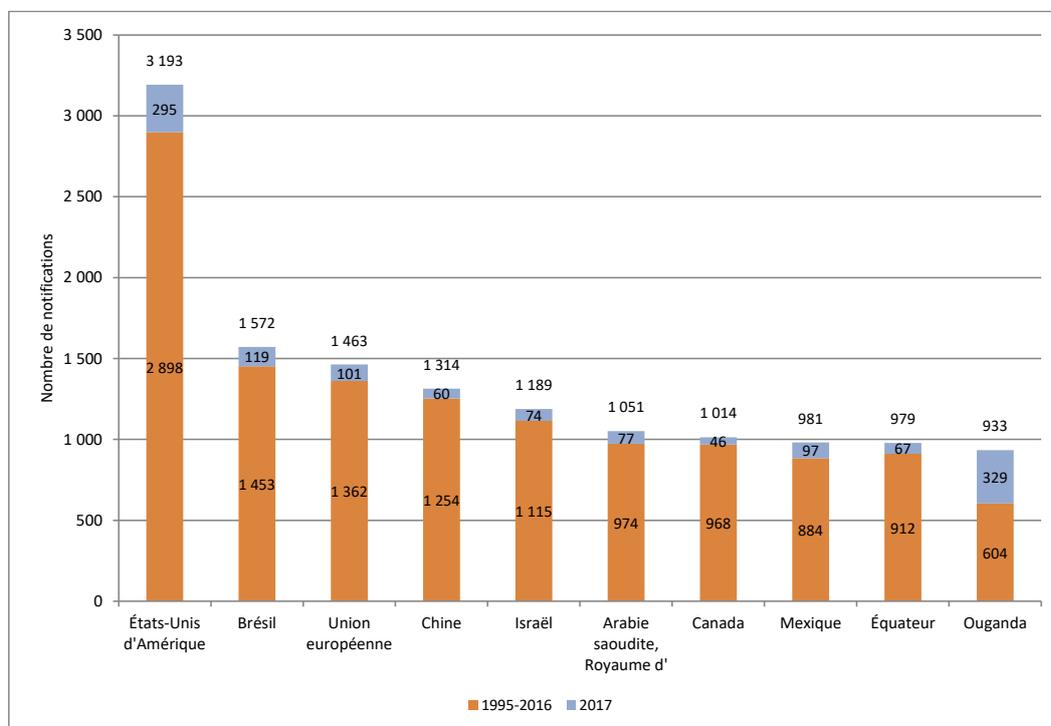
3.3. Ce sont l'Ouganda, les États-Unis, le Brésil, l'Union européenne (UE), le Mexique, le Taipei chinois, le Chili, la Tanzanie, le Royaume d'Arabie saoudite et le Kenya qui ont présenté le plus grand nombre de notifications OTC en 2017 (figure 3). Il convient de noter qu'en 2017, pour la première fois depuis 1995, le premier Membre notifiant est un pays africain (Ouganda) et que trois des dix Membres ayant présenté le plus de notifications sont des pays africains (tous les trois membres de la Communauté d'Afrique de l'Est).

Figure 3: Les dix Membres ayant présenté le plus de notifications (nouvelles notifications, addenda et corrigenda, et révisions) au cours de l'année 2017

3.4. Les dix Membres ayant présenté des notifications le plus souvent depuis 1995 sont recensés dans la figure 4. Parmi les Membres qui ont présenté le plus de notifications en 2017 (figure 3), plusieurs ne figurent pas dans cette catégorie pendant la période 1995-2017 (figure 4), à savoir le

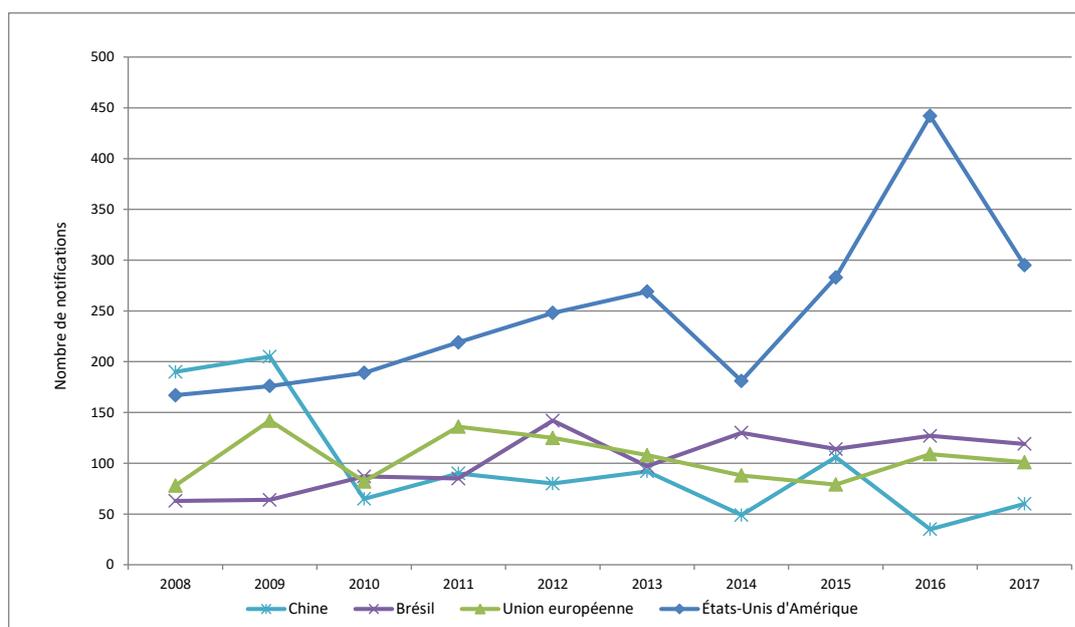
Taipei chinois, le Chili, la Tanzanie et le Kenya, ce qui montre qu'ils ont présenté davantage de notifications en 2017 que dans le passé.

Figure 4: Les dix Membres ayant présenté le plus de notifications (nouvelles notifications, addenda et corrigenda, et révisions) pendant la période 1995-2017



3.5. La figure 5, qui traite plus en détail des quatre Membres ayant présenté le plus de notifications (États-Unis, Brésil, UE et Chine) indiqués ci-dessus, montre que le nombre de notifications présentées chaque année varie relativement peu. On peut citer comme exception le nombre de notifications présentées par les États-Unis au cours des trois dernières années, qui a atteint son plus haut niveau en 2016.

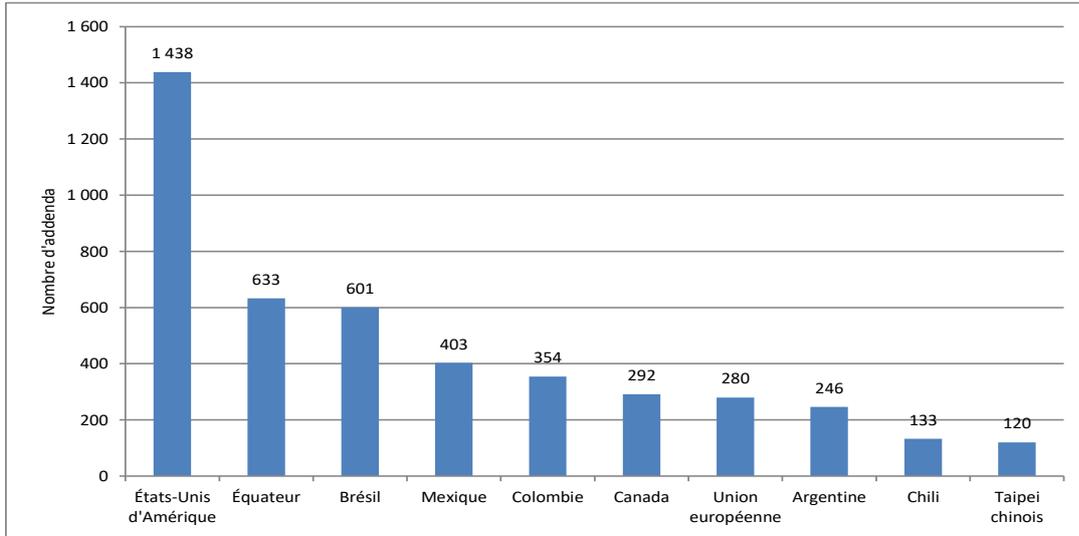
Figure 5: Notifications présentées par la Chine, le Brésil, l'UE et les États-Unis (nouvelles notifications, addenda et corrigenda, et révisions) pendant la période 2008-2017



3.1.3 Utilisation des modes de présentation des notifications

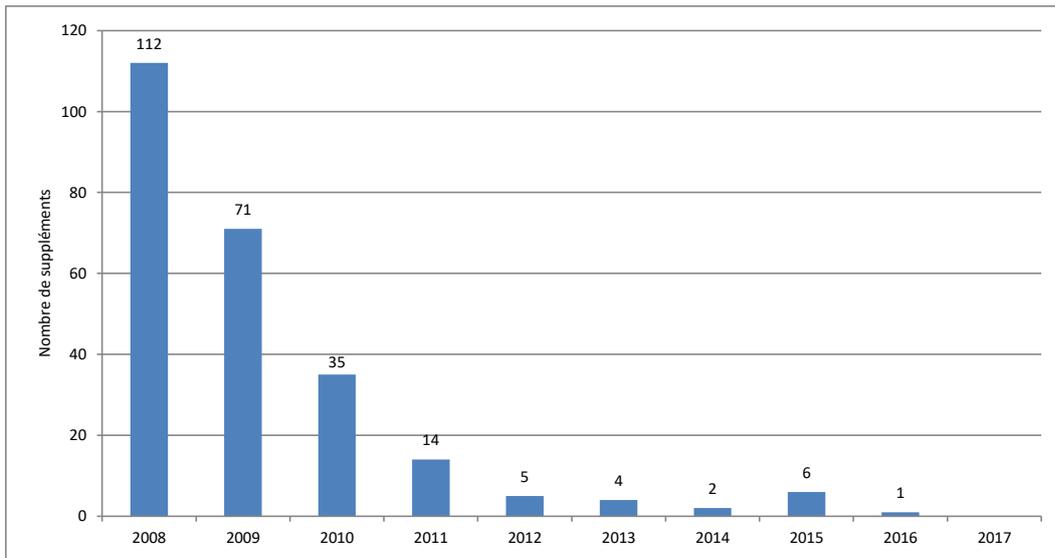
3.6. Le Comité OTC a approuvé les recommandations sur l'utilisation cohérente des différents modes de présentation des notifications ("nouvelles notifications", "révisions", "addenda", "corrigenda", ainsi que "suppléments"), afin de pouvoir suivre l'évolution d'une mesure notifiée pendant toute la durée de la mesure de réglementation¹⁰, par exemple lorsque la période prévue pour la présentation des observations est prolongée (addenda), qu'une mesure est retirée ou abrogée (addenda), que sa formulation a été substantiellement remaniée avant adoption ou entrée en vigueur (révision), ou que le texte final adopté devient disponible (addenda).

Figure 6: Les dix Membres qui ont présenté le plus d'addenda pendant la période 1995-2017

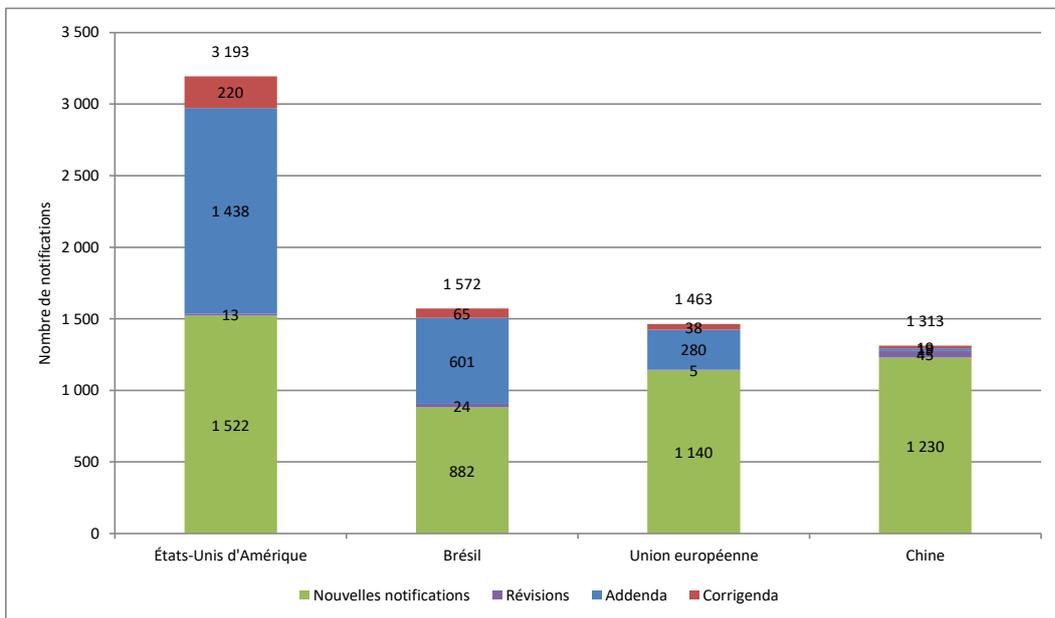


3.7. L'utilisation d'addenda a aussi considérablement progressé et plus de 450 addenda ont été notifiés chaque année depuis 2011 (voir la figure 1). La figure 6 indique les Membres qui ont présenté le plus d'addenda depuis 2017. En revanche, le nombre de révisions présentées est relativement faible mais a lui aussi augmenté au fil des années: depuis 2012, l'OMC reçoit environ 28 révisions par an (figure 1). Les Membres qui ont notifié le plus de révisions depuis 1995 sont la Chine (45), le Brésil (24), le Canada (23), la Thaïlande (20) et l'Afrique du Sud (20). L'UE est le seul Membre à avoir notifié des traductions non officielles dans des suppléments (figure 7). Sur les 250 suppléments notifiés par l'UE, plus de 100 contenaient des liens vers des traductions non officielles de mesures notifiées par la Chine.

¹⁰ G/TBT/35.

Figure 7: Suppléments notifiant des traductions non officielles, 2008-2017

3.8. Les modes de présentation utilisés par les quatre Membres ayant présenté le plus de notifications varient d'un Membre à l'autre (figure 8). Les États-Unis ont présenté davantage d'addenda et corrigenda, considérés globalement, que de nouvelles notifications, tandis que la Chine a peu eu recours à ces modes de présentation. Comme indiqué plus haut, les révisions sont très rarement utilisées.

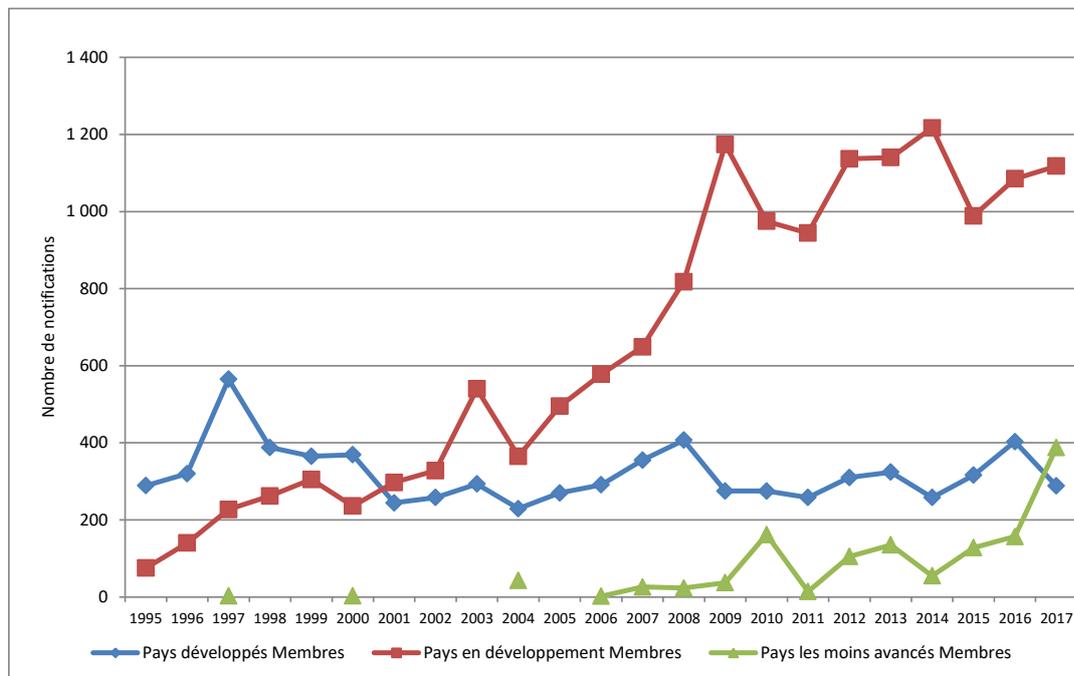
Figure 8: Utilisation des modes de présentation par la Chine, le Brésil, l'UE et les États-Unis pendant la période 1995-2017, nombre total de notifications

3.1.4 Notifications par niveau de développement et par région

3.9. L'augmentation du nombre de nouvelles notifications enregistrée depuis 2004 (voir la figure 1) s'explique en grande partie par une progression nette du nombre de notifications présentées par les pays en développement Membres (figure 9). En 2017, la plupart des notifications (62%) ont encore été présentées par 56 pays en développement Membres. Les pays

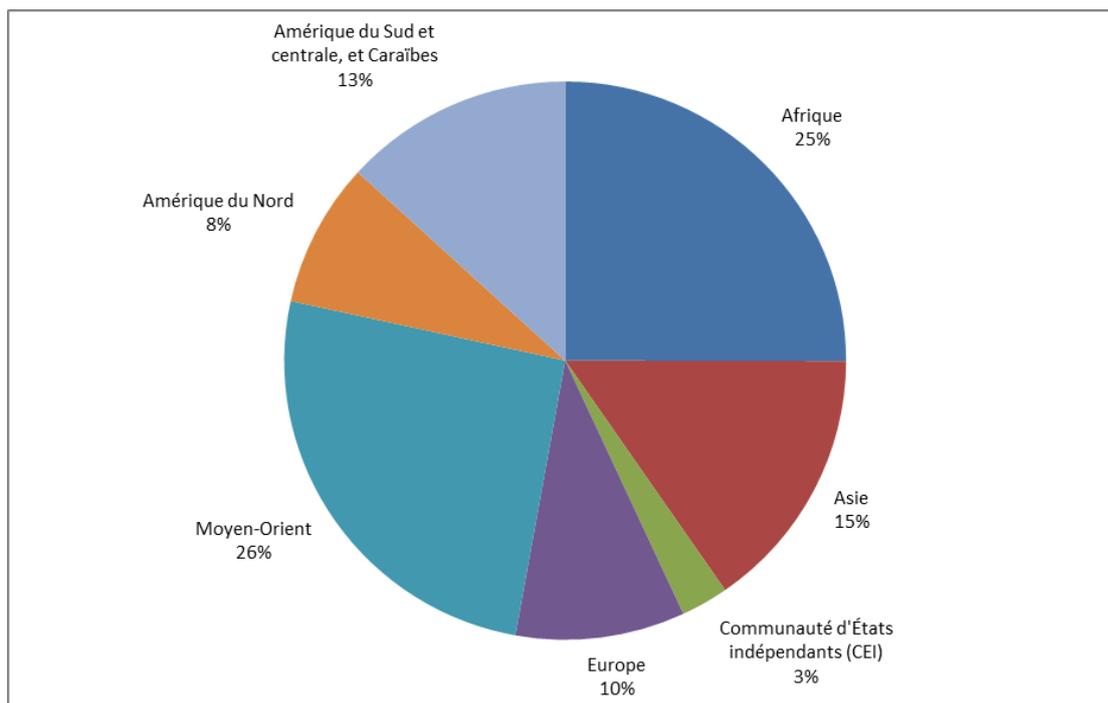
les moins avancés Membres (7) étaient à l'origine de 21% des nouvelles notifications en 2017¹¹, tandis que la part des Membres développés (20) était de seulement 16%. Les pays en développement et les moins avancés Membres ont augmenté leur niveau de notification par rapport à 2016, tandis que celui des Membres développés a diminué.

Figure 9: Nouvelles notifications par niveau de développement, 1995-2017



3.10. Les Membres du Moyen-Orient et d'Afrique ont respectivement présenté un quart de toutes les nouvelles notifications en 2017, bien plus que tout autre groupe régional, suivis des Membres asiatiques qui en ont présenté 15%. Par rapport à 2016, la principale évolution a été l'augmentation du nombre de notifications présentées par l'Afrique et la diminution du nombre de notifications présentées par l'Amérique du Nord (figure 10). Le nombre de notifications présentées par les pays africains Membres a considérablement augmenté entre 2014 et 2017, passant de 129 à 449.

¹¹ Les cinq pays les moins avancés Membres qui ont présenté le plus de nouvelles notifications entre 1995 et 2017 sont l'Ouganda (800), la Tanzanie (125), le Yémen (115), la Zambie (88) et le Rwanda (78).

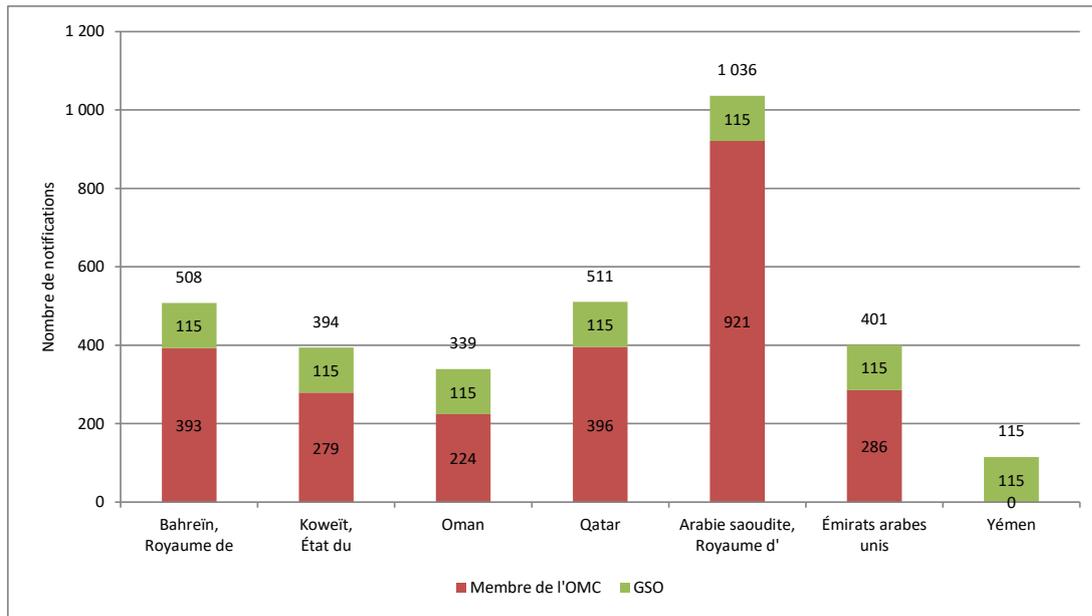
Figure 10: Répartition des nouvelles notifications par région, 2017

3.1.5 Approches régionales de la notification

3.11. Au cours des dernières années, des groupes de Membres ont coordonné la notification de mesures harmonisées à l'échelle régionale et adoptées par des communautés économiques régionales, afin de notifier ces mesures conjointement à l'OMC.¹² L'Organisation de normalisation du Golfe (GSO) est l'un des groupes de Membres qui a présenté un grand nombre de notifications conjointes (figure 11).¹³

¹² Les organisations ou les communautés économiques régionales ne peuvent pas présenter de notification au nom de leurs membres. Ce sont les membres qui ont la responsabilité de satisfaire à leur obligation de notification des projets de mesures prévue par l'Accord OTC. À des fins statistiques, une notification conjointe présentée par un groupe de membres est comptabilisée comme une notification individuelle présentée par chacun des membres du groupe.

¹³ À ce jour, la pratique suivie par la GSO est la suivante: le point d'information OTC d'un des membres du groupe présente une notification au nom de tous les membres du groupe régional, indiquant la liste des sept membres au point 1 du formulaire de notification. Le membre qui présente la notification est généralement chargé d'accepter les observations et la suite donnée. Une fois soumise au Répertoire central des notifications, la notification est distribuée sous une cote différente pour chaque membre. À des fins statistiques, chaque notification présentée conjointement par la GSO compte pour sept notifications au total.

Figure 11: Nouvelles notifications présentées par les Membres de la GSO, 1995-2017

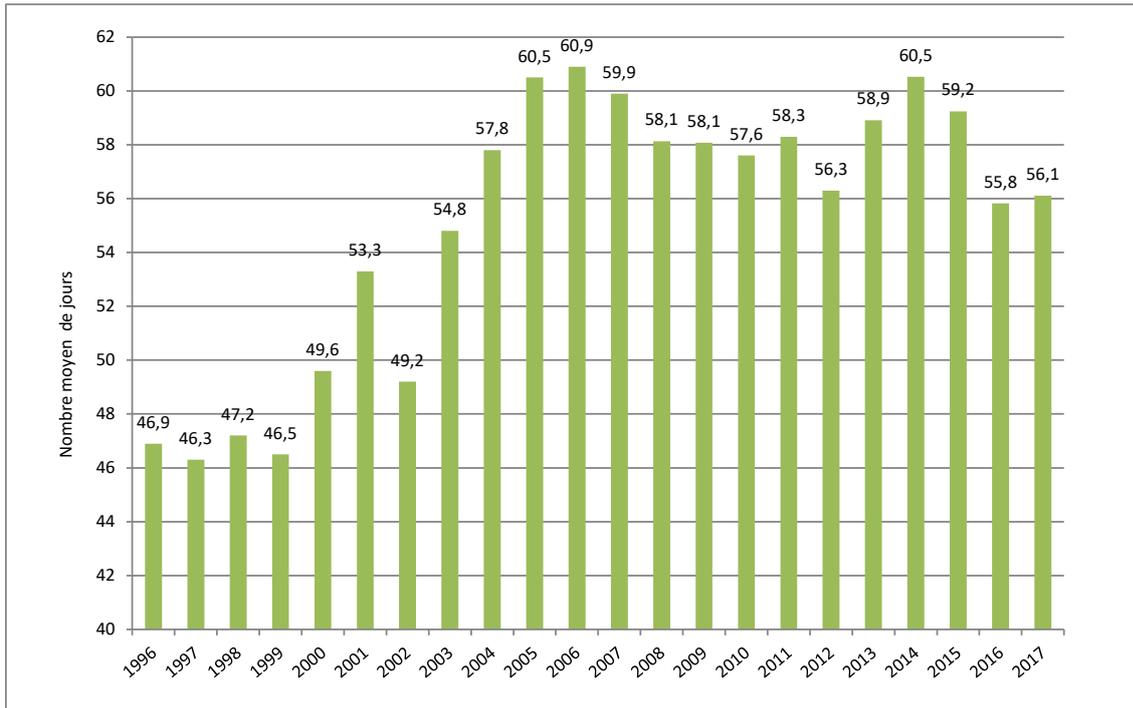
3.1.6 Délai prévu dans les notifications pour la présentation des observations

3.12. Le Comité est convenu que les Membres prévoient un délai normal de 60 jours pour la présentation des observations concernant les règlements techniques et les procédures d'évaluation de la conformité notifiés. Tout Membre qui est en mesure d'accorder un délai supérieur à 60 jours, par exemple 90 jours, est encouragé à le faire et est prié de l'indiquer dans sa notification.¹⁴ En 2017, le délai moyen accordé par les Membres pour la présentation des observations sur les nouvelles notifications et les révisions (parmi les 1 706 notifications dans lesquelles un délai était précisé – figure 12) a été de 56,1 jours.¹⁵ Les Membres ont continué de prévoir un délai moyen plus court pour la présentation des observations, tendance visible depuis 2015 et qui s'est poursuivie en 2017. Le délai moyen prévu en 2017 par chaque Membre (qui a présenté au moins cinq nouvelles notifications ou révisions au total) est présenté à l'Annexe B. Dans 117 nouvelles notifications et révisions présentées l'année passée, le délai n'était pas précisé, était échu ou était indiqué comme non applicable. L'Annexe C montre, pour chaque Membre (ayant présenté au moins cinq nouvelles notifications ou révisions), le pourcentage de notifications présentées en 2017 qui prévoyaient un délai.

¹⁴ G/TBT/1/Rev.13, Section 5.3.1.8, page 27.

¹⁵ Cette figure porte seulement sur les notifications dans lesquelles était précisé un délai pour la présentation des observations. Elle ne prend pas en compte les notifications dans lesquelles le délai n'était pas précisé, était indiqué comme non applicable ou était échu au moment de la distribution (autrement dit, le délai pour la présentation des observations indiqué dans la notification était fixé à une date antérieure à la date de distribution de la notification).

Figure 12: Nombre moyen de jours accordés pour la présentation d'observations, de nouvelles notifications et de révisions, tous les Membres, 1996-2017



3.1.7 Outils de notification en ligne

3.1.7.1 Système de présentation des notifications OTC

3.13. En 2017, 64% des notifications OTC ont été présentées via le système de présentation des notifications OTC (TBT NSS). Bien que légèrement inférieur aux 66% enregistrés en 2016, ce chiffre continue néanmoins de représenter une tendance notable à la hausse du nombre de notifications présentées en ligne, qui est passé de 35% en 2014 à 53% en 2015. Les 38 Membres indiqués ci-dessous ont utilisé le TBT NSS en 2017 (Tableau 1). Depuis son lancement à la fin de l'année 2013, le TBT NSS est régulièrement utilisé par 44 des 136 Membres ayant présenté au moins une notification.¹⁶

Tableau 1: Liste des Membres qui ont utilisé le TBT NSS en 2017

Australie	Chine	Japon	Rwanda	Ouganda
Belize	Taïpei chinois	Kenya	Seychelles	Ukraine
Bolivie, État plurinational de	République tchèque	République de Corée	Afrique du Sud	Émirats arabes unis
Botswana	Union européenne	Lituanie	Suède	Royaume-Uni
Brésil	Inde	Malawi	Suisse	États-Unis d'Amérique
Burundi	Indonésie	Malaisie	Tanzanie	Viet Nam
Canada	Irlande	Mongolie	Thaïlande	
Chili	Israël	Nouvelle-Zélande	Turquie	

¹⁶ Pour avoir accès au TBT NSS, veuillez envoyer un courrier électronique à l'adresse suivante: tbtnss@wto.org.

3.1.7.2 ePing

3.14. ePing vise à aider les parties prenantes des secteurs public et privé à tirer parti du cadre multilatéral de l'OMC en matière de transparence et à éviter toute perturbation inutile des échanges. Après son lancement en novembre 2016, le système d'alerte [ePing](#) pour les notifications SPS et OTC a enregistré une augmentation régulière de son nombre d'utilisateurs dans les secteurs public et privé. Dans le même temps, l'OMC, l'ITC et le DAES de l'ONU ont poursuivi leur collaboration en améliorant le système sur la base des avis des utilisateurs. Compte tenu du volume important et de la diversité des notifications SPS et OTC distribuées (plus de 4 000 en 2017), suivre et réagir en temps voulu à l'évolution des prescriptions relatives aux produits peut s'avérer difficile pour les parties prenantes. En s'inscrivant sur ePing, les utilisateurs peuvent recevoir des courriels d'alerte quotidiens ou hebdomadaires qui contiennent des notifications SPS et OTC portant sur des produits/marchés présentant un intérêt. De plus, la plate-forme en ligne d'ePing peut aider les points d'information des Membres à entrer en contact avec les utilisateurs de leur pays afin d'examiner les notifications et/ou de fournir des renseignements complémentaires (comme des traductions). Cela facilite la formulation en temps voulu d'observations sur les notifications, qui prévoient généralement un délai de 60 jours pour présenter les observations.

3.15. Plusieurs activités de formation concernant ePing ont été menées en 2017. Elles faisaient partie du programme d'ateliers d'assistance technique sur les questions SPS et les OTC, des activités organisées à Genève par l'IFCT et menées directement avec les délégations basées à Genève. De plus, en juillet 2017¹⁷, une séance spécifique a été tenue dans le cadre de l'Examen global de l'Aide pour le commerce.

3.16. Une enquête en ligne a été menée en février 2017 pour recueillir les premières impressions des utilisateurs. Un résumé des réponses a ensuite été distribué.¹⁸ Le Secrétariat a fourni des renseignements à jour sur ePing à la réunion du Comité OTC tenue en novembre.¹⁹

3.1.8 Objectifs déclarés des notifications

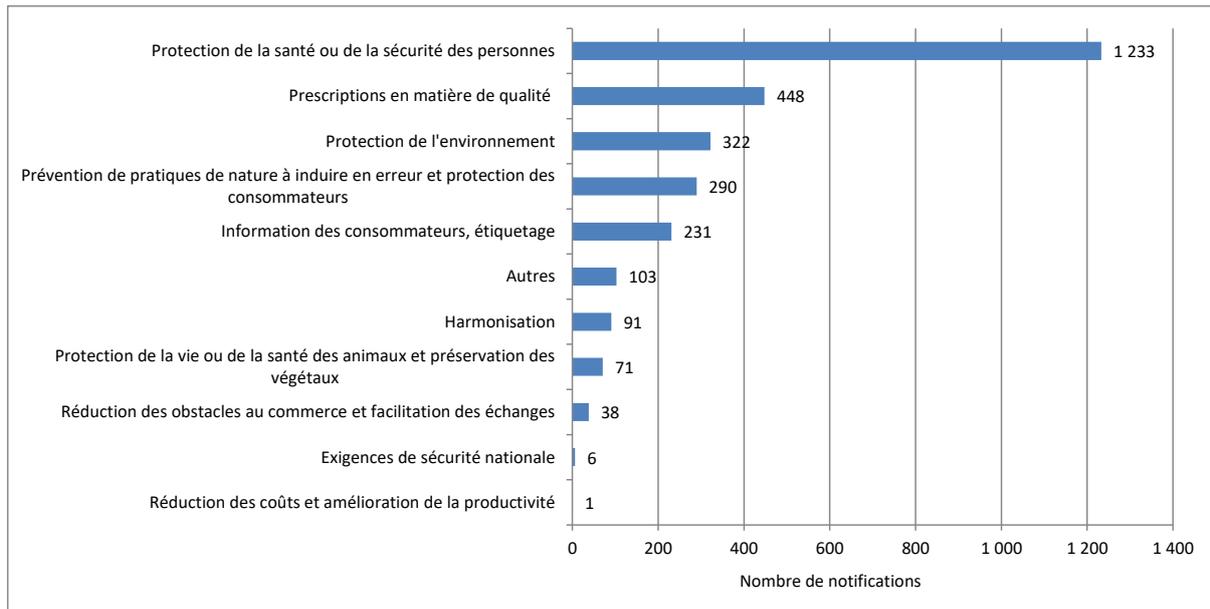
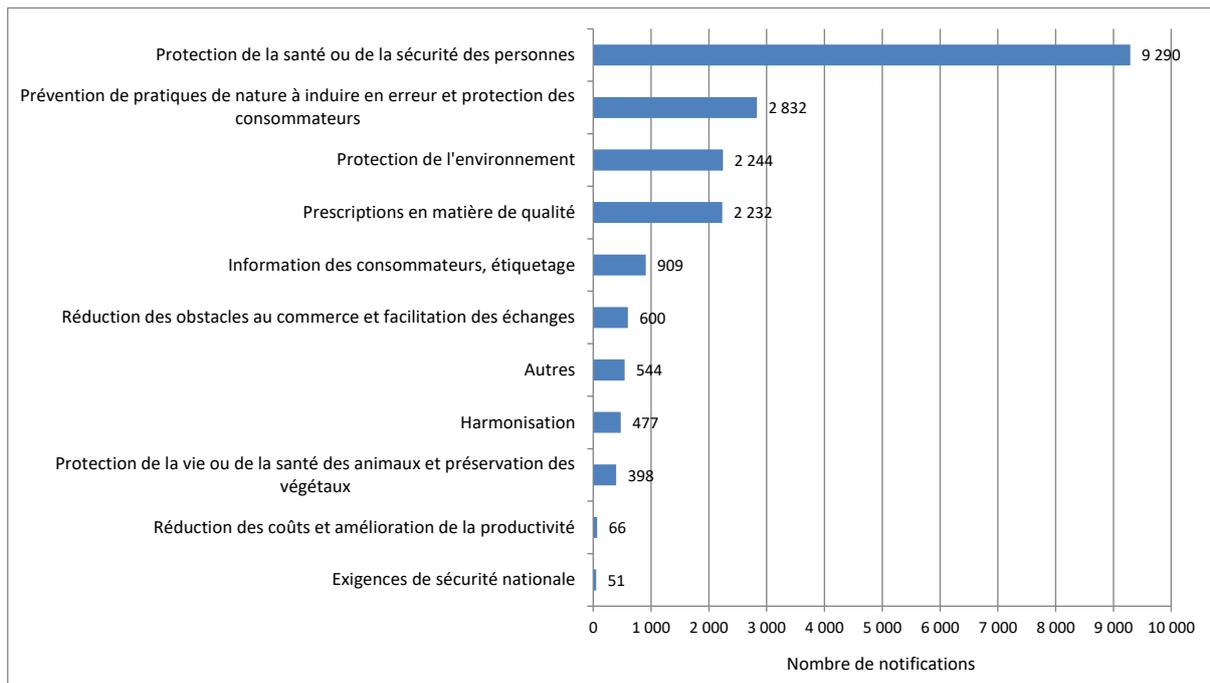
3.17. La "protection de la santé ou de la sécurité des personnes" était à nouveau, et de loin, le principal objectif déclaré dans les nouvelles notifications présentées en 2017 (figure 13).²⁰ Sur les 1 233 notifications reçues, près de 50% portaient sur les produits alimentaires et les boissons, tandis que 15% concernaient les produits médicaux/pharmaceutiques et les médicaments. Les autres secteurs visés par ces notifications étaient notamment les véhicules et les textiles. Le deuxième objectif le plus cité était les "prescriptions en matière de qualité", suivi de "protection de l'environnement", "prévention de pratiques de nature à induire en erreur et protection des consommateurs", et "information des consommateurs, étiquetage". Ces cinq principaux objectifs sont identiques à ceux qui ont été les plus cités pendant la période 1995-2017, mais dans un ordre différent (figure 14).

¹⁷ Un résumé de cette séance est disponible aux pages 147-149 du Rapport résumé de l'Examen global de l'Aide pour le commerce (https://www.wto.org/english/tratop_e/devel_e/a4t_e/gr17_e/glossy_summary_report_e.pdf).

¹⁸ Le résumé des réponses à l'enquête figure dans le document G/TBT/GEN/227/Rev.1, G/SPS/GEN/1569, distribué le 6 juillet 2017.

¹⁹ Ces renseignements mis à jour ont été distribués sous la cote G/TBT/GEN/240, G/SPS/GEN/1591, le 1^{er} décembre 2017.

²⁰ Les objectifs sont indiqués par les Membres au point 7 du nouveau modèle de présentation des notifications (voir G/TBT/1/Rev.13, pp. 58-61). Les notifications peuvent contenir plusieurs objectifs.

Figure 13: Notification par objectif, 2017²¹**Figure 14: Notification par objectif, 1995-2017²²**

²¹ Trente-quatre notifications présentées au cours de la période considérée n'indiquaient aucun objectif.

²² Soixante et onze notifications présentées au cours de la période considérée n'indiquaient aucun objectif.

3.2 Autres notifications OTC

3.2.1 Notifications au titre de l'article 10.7

3.18. Quatorze accords ont été notifiés au titre de l'article 10.7 en 2017, tous, sauf deux, conclus entre l'Ukraine et d'autres Membres.²³ Depuis 1995, 144 accords, 4 révisions, 4 corrigenda et 1 addendum ont été notifiés au titre de l'article 10.7.

3.2.2 Notifications au titre de l'article 15.2

3.19. En 2017, neuf notifications ont été présentées au titre de l'article 15.2 de l'Accord OTC concernant des mesures existantes ou prises en vue d'assurer la mise en œuvre et l'administration de l'Accord. Cinq Membres ont présenté, pour la première fois, une notification au titre de l'article 15.2: le Gabon, le Libéria, le Népal, Saint-Kitts-et-Nevis et le Samoa. Quatre Membres ont révisé des notifications qu'ils avaient présentées précédemment: l'Indonésie, le Libéria, les Philippines et l'Ukraine.²⁴ Au total, 141 Membres ont présenté au moins une notification au titre de l'article 15.2 (voir l'Annexe G).

3.2.3 Notifications au titre du Code de pratique pour l'élaboration, l'adoption et l'application des normes (le "Code")

3.20. Depuis le lancement du [système d'information sur les normes OMC-ISO](#) en novembre 2016, on a constaté une nette augmentation du nombre de notifications présentées par les Membres et les organismes à activité normative concernant l'acceptation du Code et des programmes de travail. Cette plate-forme trilingue fournit des renseignements sur les organismes à activité normative qui ont accepté le Code et, s'ils sont disponibles, leurs programmes de travail. En 2017, 8 organismes à activité normative ont notifié l'acceptation du Code et 72 notifications concernant l'existence ou la mise à jour de programmes de travail ont été reçues de 65 organismes à activité normative différents.²⁵ Bien que la plupart de ces organismes fournissent des liens hypertexte vers leurs programmes de travail, d'autres les envoient sous forme de fichier PDF, qui sont ensuite inclus dans le système d'information. L'augmentation de la participation est importante par rapport aux années précédentes. En 2016, trois Membres avaient notifié l'acceptation du Code et seulement 12 notifications sur des programmes de travail avaient été présentées.

3.21. Entre 1995 et 2017, 185 organismes à activité normative de 143 Membres ou observateurs ont accepté le Code. En outre, un organisme à activité normative régional a accepté le Code, à savoir l'Organisation africaine de normalisation.²⁶ Les formulaires d'acceptation et de dénonciation du Code, ainsi que le formulaire de notification des programmes de travail, figurent aussi dans le système d'information.

²³ En 2017, 14 notifications au titre de l'article 10.7 ont été présentées: la notification G/TBT/10.7/N/133 porte sur un accord entre l'Ukraine et la République tchèque; la notification G/TBT/10.7/N/134 sur un accord entre l'Ukraine et la Chine; la notification G/TBT/10.7/N/135 sur un accord entre l'Ukraine et les Pays-Bas; les notifications G/TBT/10.7/N/136, G/TBT/10.7/N/137 et G/TBT/10.7/N/141 sur des accords entre l'Ukraine et le Bélarus; la notification G/TBT/10.7/N/138 sur un accord entre l'Ukraine et la Pologne; la notification G/TBT/10.7/N/139 sur un accord entre l'Ukraine et la République slovaque; les notifications G/TBT/10.7/N/140, G/TBT/10.7/N/142 et G/TBT/10.7/N/143 sur des accords entre l'Ukraine et l'Allemagne; la notification G/TBT/10.7/N/144 sur un accord entre l'Ukraine et la Suède; la notification G/TBT/10.7/N/145 sur un accord entre le Chili et l'Union européenne; et la notification G/TBT/10.7/N/20/Add.1 sur un accord entre l'Union européenne et les États-Unis.

²⁴ La liste la plus récente des déclarations présentées au titre de l'article 15.2 est consultable dans le Système TBT IMS, dans la rubrique "rapports" (<http://tbtims.wto.org/fr/>). Cette liste avait précédemment été distribuée dans les documents de la série G/TBT/2/GEN/. Elle figure également à l'Annexe G.

²⁵ Les organismes à activités normative ci-après ont accepté le Code en 2017: IANORQ – Instituto Angolano de Normalização e Qualidade (Angola), BBS – Belize Bureau of Standards (Bureau de normalisation) (Belize), ISC – Institute of Standards of Cambodia (Institut de normalisation) (Cambodge), AGANOR – Agence gabonaise de normalisation (Gabon), JSA – Japanese Standards Association (Association japonaise de normalisation) (Japon), OITDA – Optoelectronics Industry and Technology Development Association (Association pour le développement de l'industrie et des technologies optoélectroniques) (Japon), AMANORM – Agence malienne de normalisation et de promotion de la qualité (Mali) et SKNBS – St. Kitts and Nevis Bureau of Standards (Bureau des normes de Saint-Kitts-et-Nevis) (Saint-Kitts-et-Nevis). La liste complète des organismes à activité normative qui ont accepté le Code figure à l'Annexe F.

²⁶ Une liste des organismes à activité normative qui ont accepté le Code et ne l'ont pas dénoncé figure à l'Annexe F.

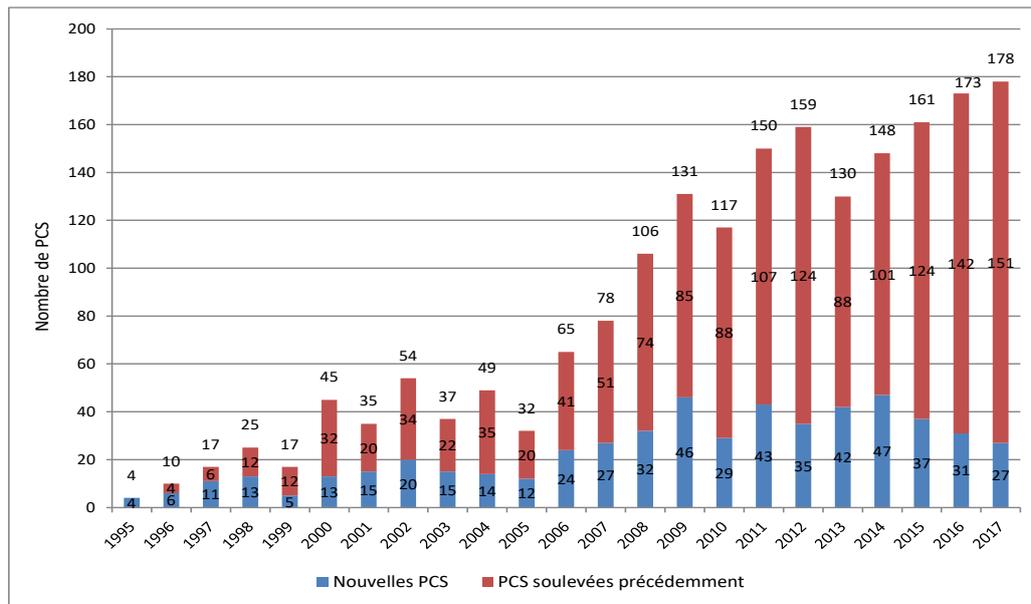
3.3 Préoccupations commerciales spécifiques

3.22. Le Comité OTC est pour les Membres une enceinte où ils examinent les questions commerciales liées aux règlements techniques, aux procédures d'évaluation de la conformité et aux normes élaborées, adoptées et appliquées par d'autres Membres. Ces questions sont dénommées "préoccupations commerciales spécifiques" (PCS) et elles se rapportent soit à des mesures projetées soit à des mesures actuellement en vigueur. Les Membres ont par conséquent la possibilité de procéder à un examen des PCS dans un contexte multilatéral, de demander de nouvelles informations et précisions et de rechercher des solutions mutuellement acceptables.

3.3.1 Tendances en matière de PCS

3.23. En 2017, les Membres ont examiné un nombre record de 178 PCS. Le nombre de nouvelles préoccupations, en revanche, est tombé à 27, soit 4 de moins qu'en 2016 (figure 15). Cela s'inscrit dans une tendance de baisse du nombre de nouvelles préoccupations soulevées au sein du Comité depuis 2014 (47), qui a diminué de 43%. En revanche, le nombre d'examen de PCS soulevées précédemment a continué d'augmenter et fait plus que compenser la baisse du nombre de nouvelles préoccupations. En 2017, les Membres ont examiné 151 préoccupations soulevées précédemment dans le cadre de réunions du Comité OTC²⁷ (contre 142 en 2016 et 124 en 2015).²⁸ La méthode de calcul appliquée pour la première fois en 2016 lors de l'examen annuel en ce qui concerne la catégorie des "PCS soulevées précédemment" a à nouveau été utilisée.²⁹

Figure 15: PCS soulevées, 1995-2017



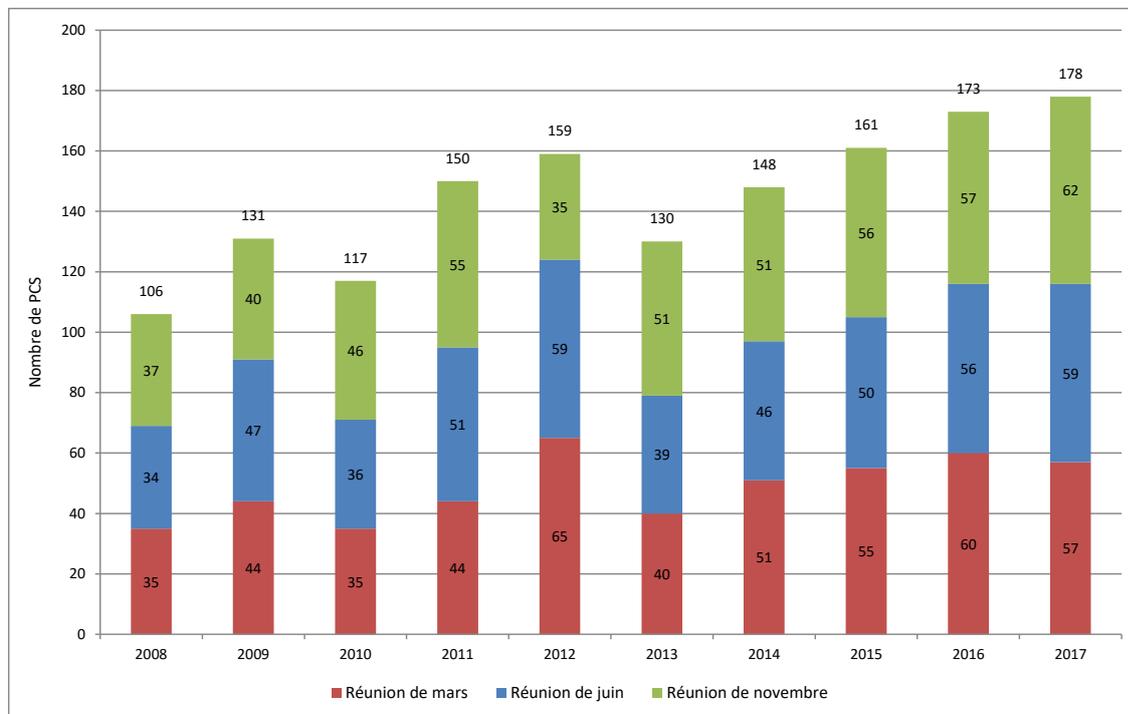
²⁷ Toutes les fois qu'une PCS est soulevée au sein du Comité, elle est comptabilisée, même si elle a déjà été soulevée la même année civile en tant que nouvelle PCS ou PCS soulevée précédemment.

²⁸ Un aperçu des PCS soulevées au sein du Comité en 2017 figure à l'Annexe D. L'Annexe E contient un aperçu plus détaillé des nouvelles PCS soulevées en 2017.

²⁹ Voir le document G/TBT/39/Rev.1, paragraphe 3.19. Dans les rapports d'examen annuel publiés avant 2016, une PCS soulevée au sein du Comité au cours d'une année donnée n'était comptabilisée qu'une seule fois dans les statistiques, en tant que nouvelle PCS ou PCS soulevée précédemment, quel que soit le nombre de fois où la PCS avait été soulevée au cours de cette année. Une PCS soulevée pour la première fois en juin puis une nouvelle fois en novembre, par exemple, était comptabilisée en tant que nouvelle PCS, mais pas en tant que PCS soulevée précédemment pour cette année. Cette méthode sous-évaluait le nombre de PCS soulevées précédemment. Depuis 2016, et à nouveau dans le présent examen, une PCS est comptabilisée à chaque fois qu'elle est soulevée à une réunion du Comité OTC. Si elle est soulevée pour la première fois, elle est comptabilisée comme une nouvelle PCS. Si elle est de nouveau soulevée, elle est comptabilisée comme une PCS soulevée précédemment. En d'autres termes, les Membres peuvent faire l'objet d'une même PCS plus d'une fois en une année et chaque fois que cette PCS est soulevée au sein du Comité, elle est comptabilisée. Cela permet de mieux rendre compte du nombre de préoccupations effectivement examinées par le Comité au cours d'une année donnée (voir Annexe D).

3.24. La figure 16 montre le nombre de PCS examinées par réunion du Comité OTC, qui est élevé et en augmentation. En 2017, 57 PCS ont été examinées à la réunion de mars, 59 à la réunion de juin et 62 à la réunion de novembre (figure 16), ce qui illustre l'augmentation continue de la charge de travail du Comité OTC. Ainsi, près de 60 PCS par réunion, en moyenne, ont été examinées par le Comité en 2017, contre environ 35 en 2008.

Figure 16: PCS soulevées par réunion du Comité, 2008-2017



3.3.2 PCS par Membre

3.25. Poursuivant la tendance observée l'année dernière, l'UE, les États-Unis et le Canada sont les Membres qui ont soulevé le plus de PCS en 2017. Viennent ensuite le Japon, l'Australie, le Mexique, l'Ukraine, la Corée, le Guatemala, le Brésil et la Nouvelle-Zélande (figure 17). Il s'agissait dans une large mesure de PCS qui n'étaient pas nouvelles mais avaient été soulevées précédemment.³⁰ Pour ce qui est des nouvelles PCS uniquement, les États-Unis en ont soulevé 17 au total, soit plus que l'UE (11), le Canada (10) et le Japon (9) (figure 18).

³⁰ Une même PCS (nouvelle et soulevée précédemment) peut être soulevée par plusieurs Membres. Les Membres peuvent soulever une même PCS plusieurs fois au cours d'une année, qui est alors chaque fois comptabilisée.

Figure 17: Les dix Membres qui ont soulevé le plus de PCS (nouvelles et soulevées précédemment) en 2017

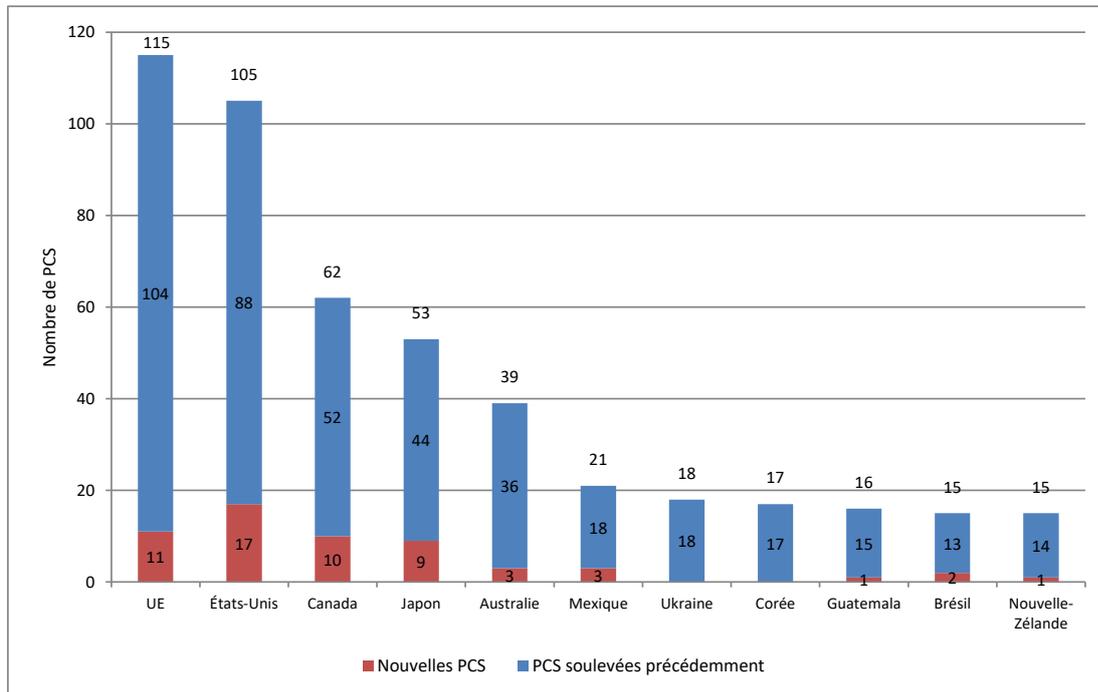
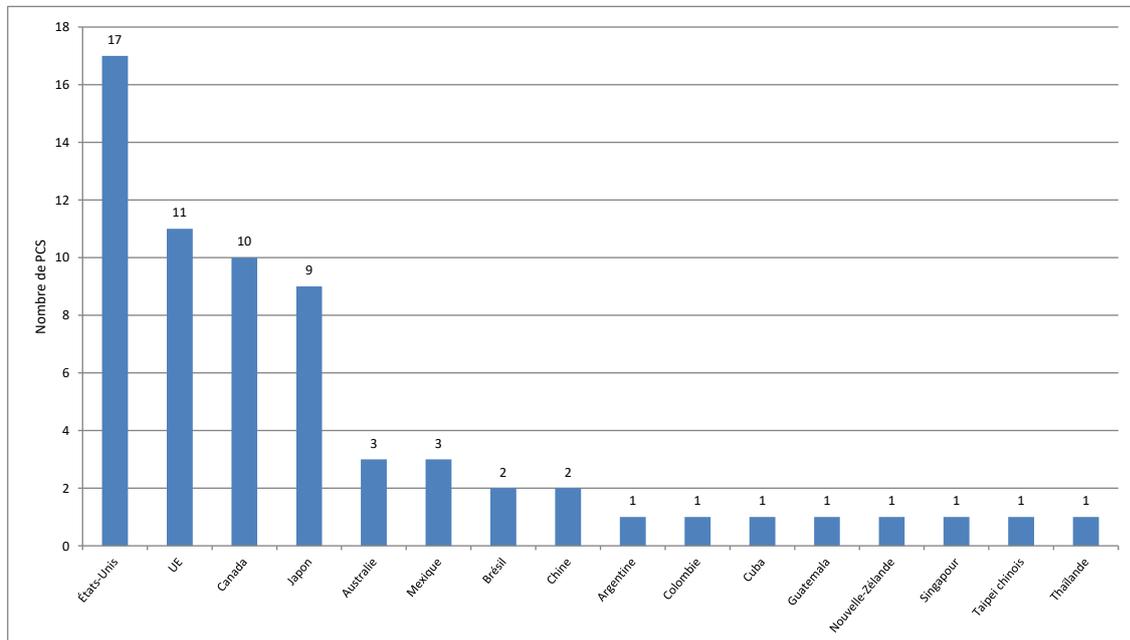
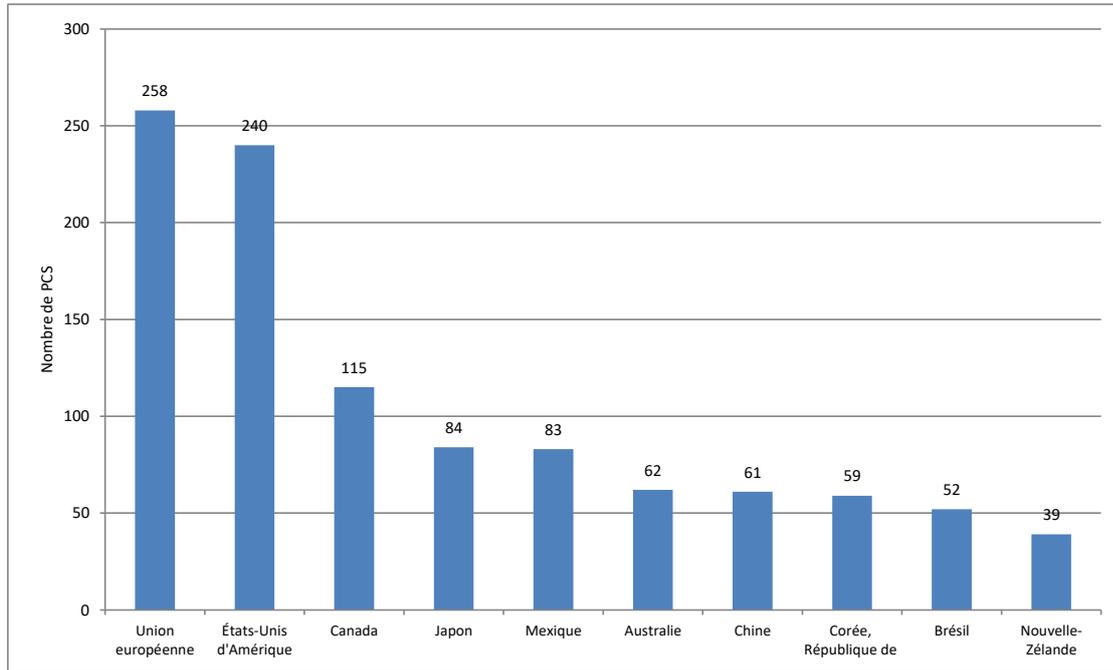


Figure 18: Membres qui ont soulevé de nouvelles PCS en 2017



3.26. La figure 19 montre une tendance similaire: pendant la période 1995-2017, ce sont l'UE et les États-Unis qui ont soulevé le plus de nouvelles PCS, plus de 240 chacun. Le Canada, le Japon, le Mexique, l'Australie, la Chine, la Corée, le Brésil et la Nouvelle-Zélande comptent également parmi les dix Membres qui ont soulevé le plus de nouvelles PCS.

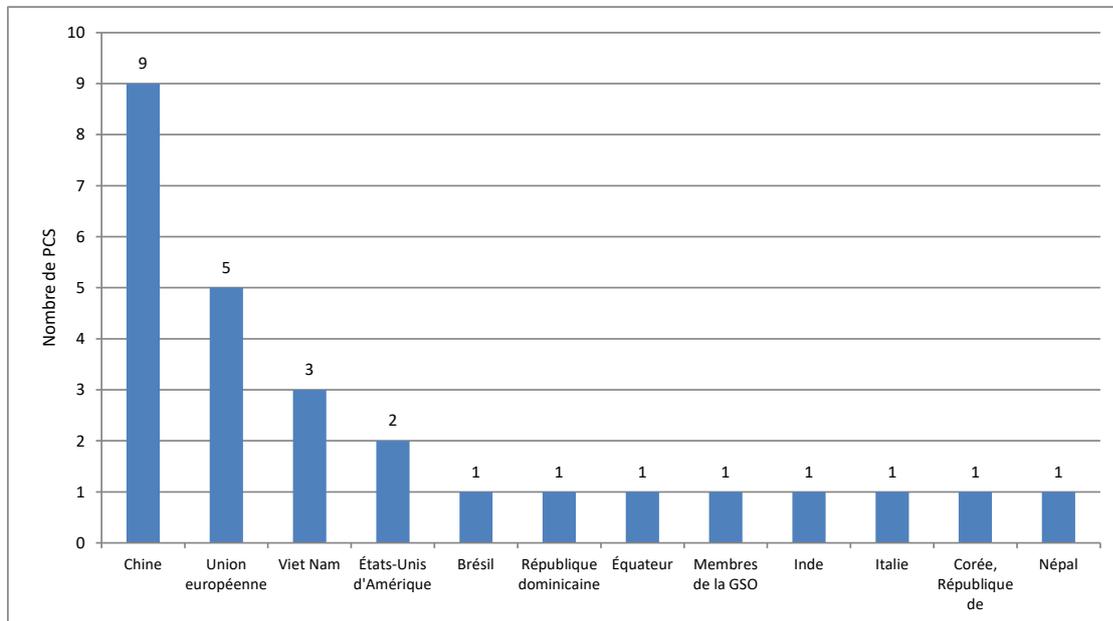
Figure 19 Les dix Membres qui ont soulevé le plus de nouvelles PCS pendant la période 1995-2017



3.3.3 Membres visés par les nouvelles PCS

3.27. Ce sont les mesures de la Chine, de l'UE et du Viet Nam qui ont fait l'objet de la plupart des nouvelles PCS soulevées au sein du Comité en 2017 (figure 20).

Figure 20: Membres visés par de nouvelles PCS en 2017³¹

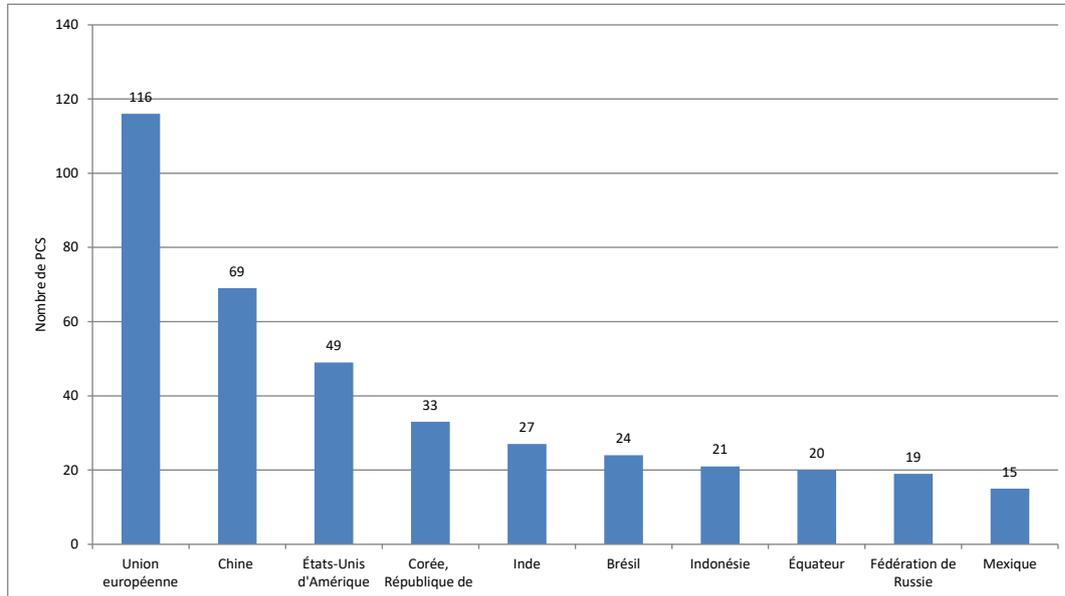


3.28. La figure 21 montre que, dans l'ensemble, l'UE a été le Membre visé par le plus de PCS au sein du Comité entre 1995 et 2017, suivie de la Chine et des États-Unis. D'autres Membres ayant

³¹ Les membres de la GSO sont: le Royaume de Bahreïn, l'État du Koweït, Oman, le Qatar, le Royaume d'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis et le Yémen.

fait l'objet d'un nombre important de nouvelles PCS sont la Corée, l'Inde, le Brésil, l'Indonésie, l'Équateur, la Fédération de Russie et le Mexique.

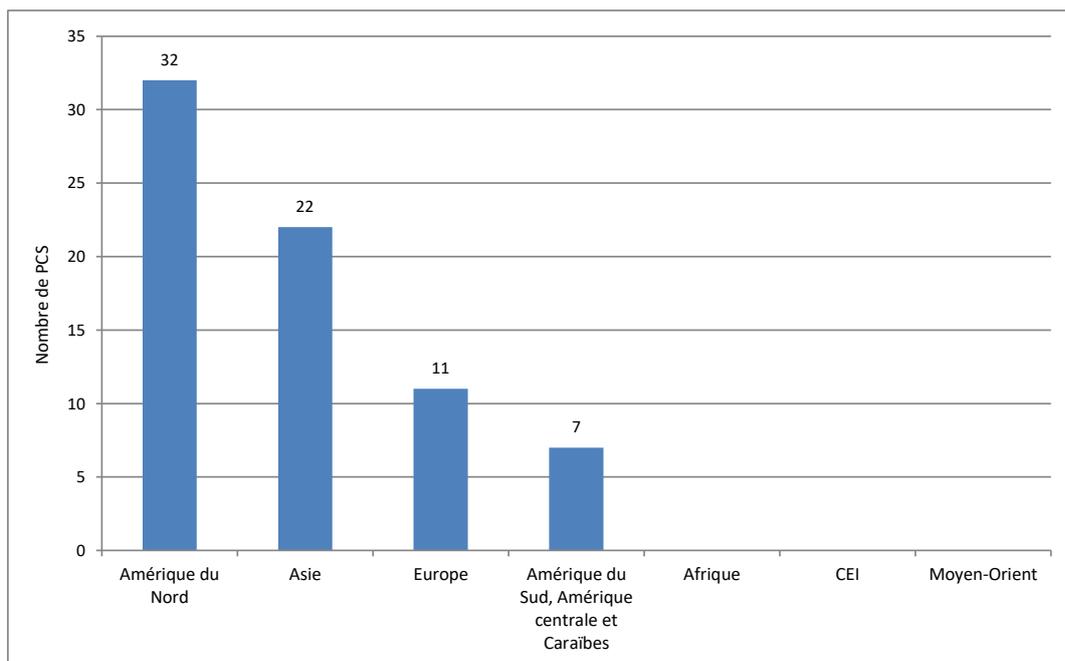
Figure 21: Membres visés par la plupart des nouvelles PCS pendant la période 1995-2017



3.3.4 PCS par région et par niveau de développement

3.29. Les figures 22 et 23 donnent des renseignements sur la répartition régionale de la participation aux examens des PCS. En 2017, 32 nouvelles PCS ont été soulevées par des Membres d'Amérique du Nord, 22 par des Membres d'Asie et 11 par des Membres d'Europe. Aucune nouvelle PCS n'a été soulevée par les Membres d'Afrique, de la CEI ou du Moyen-Orient (figure 22).

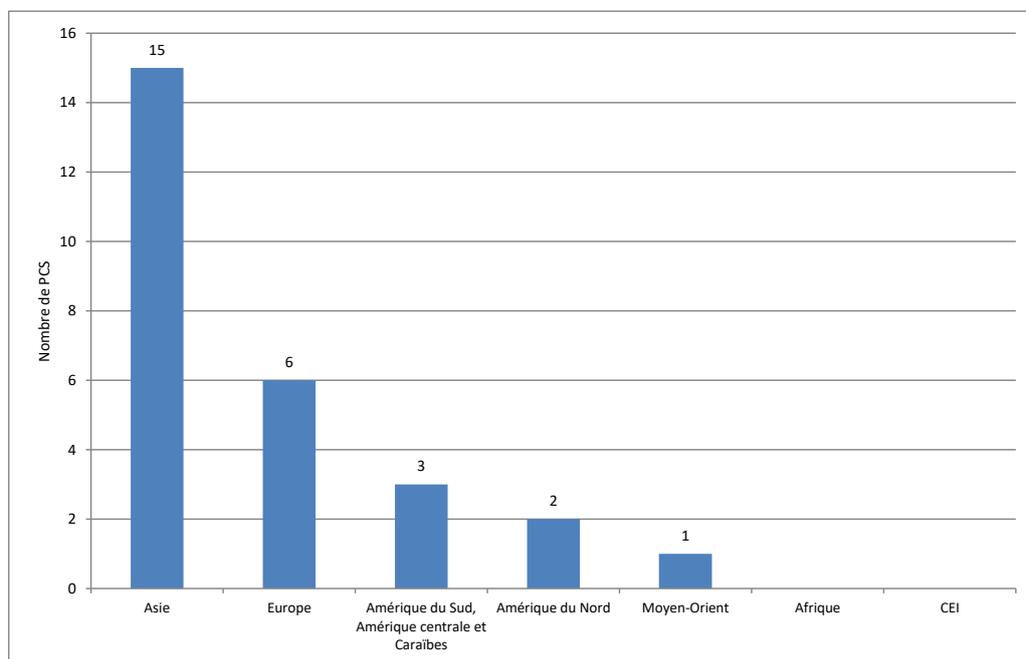
Figure 22: Nouvelles PCS soulevées par région, 2017³²



³² "Nouvelles PCS soulevées par région" indique le nombre de fois où un Membre d'une région donnée a soulevé une nouvelle PCS. Une PCS peut être soulevée par plusieurs Membres de différentes régions.

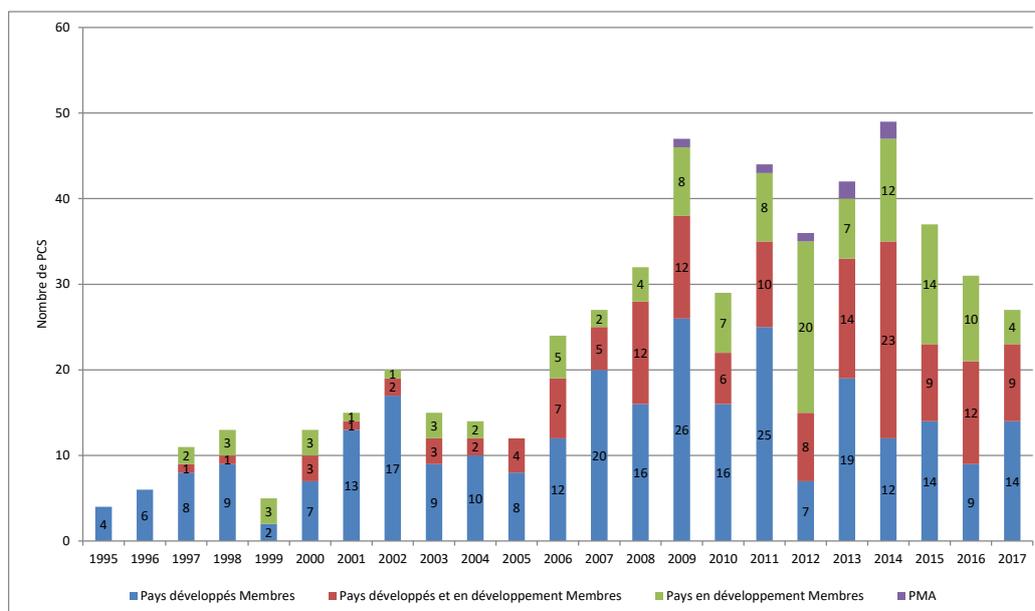
3.30. Ce sont les Membres d'Asie qui ont le plus été visés par les nouvelles PCS, suivis par ceux d'Europe et d'Amérique du Sud et centrale et des Caraïbes (figure 23).

Figure 23: Membres visés par de nouvelles PCS, par région, 2017³³



3.31. En 2017, environ la moitié (14) des 27 nouvelles PCS ont été soulevées par des pays en développement Membres, un tiers (9) par des pays développés et en développement Membres, et seulement 4 par des pays développés Membres uniquement. Aucun PMA Membre n'a soulevé de nouvelle PCS durant l'année. Cette répartition a varié au fil des ans mais, de manière générale, les pays en développement Membres soulèvent de plus en plus de nouvelles PCS (figure 24).

Figure 24: Nouvelles PCS soulevées, par niveau de développement, 1995-2017³⁴



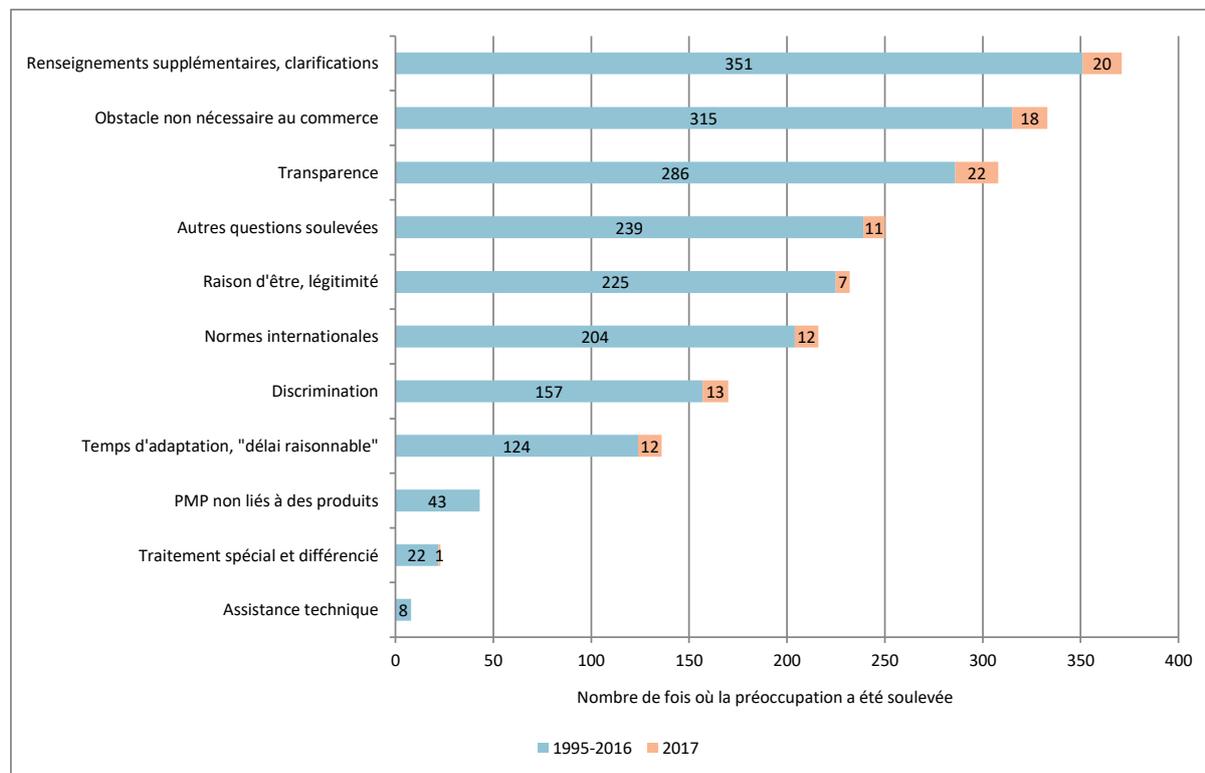
³³ "Membres visés par de nouvelles PCS, par région" indique le nombre de fois où une mesure d'un Membre d'une région donnée a été visé par une nouvelle PCS.

³⁴ Cette figure indique le niveau de développement des Membres qui ont soulevé une nouvelle PCS. Une PCS peut être soulevée par plusieurs Membres de niveaux de développement différents.

3.3.5 Types de préoccupations soulevées

3.32. Parmi les questions mises en relief dans le cadre des nouvelles préoccupations soulevées par les Membres en 2017, 22 portaient sur la "transparence", 20 sur les "renseignements supplémentaires ou précisions", 18 sur les "obstacles non nécessaires au commerce", 13 sur la "discrimination", 12 sur les "normes internationales" et 12 sur le "temps d'adaptation" (figure 25).

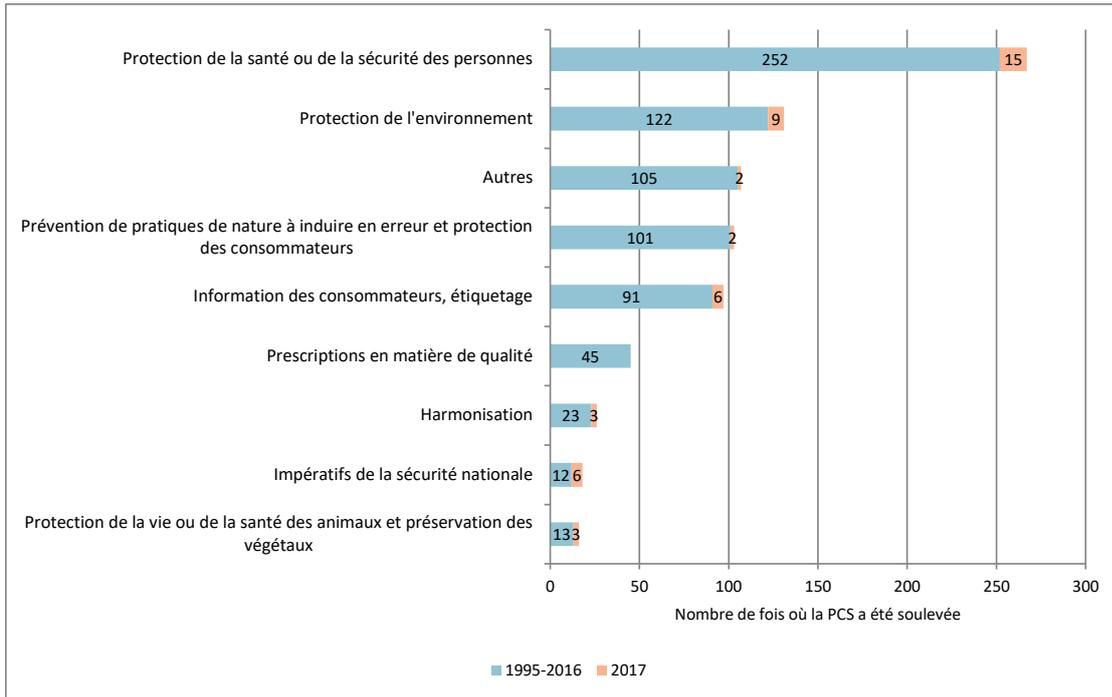
Figure 25: Types de préoccupations soulevées, 1995-2017³⁵



3.3.6 Objectifs déclarés des mesures visées par des PCS

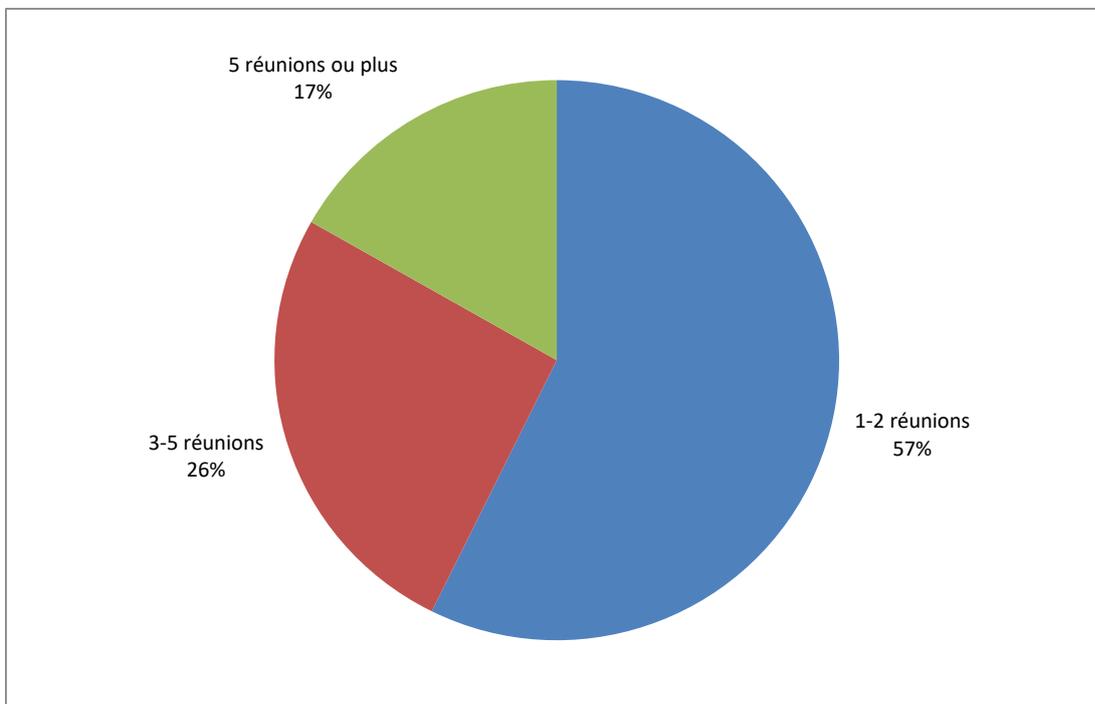
3.33. La "protection de la santé et de la sécurité des personnes", qui était déjà le principal objectif cité dans les notifications OTC, était de loin l'objectif déclaré le plus courant des mesures visées par des PCS entre 1995 et 2017 (figures 26 et 14). Des renseignements concernant l'objectif déclaré d'une mesure faisant l'objet de PCS peuvent être tirés de la notification elle-même ou de l'examen de la mesure en question par le Comité.

³⁵ Les Membres peuvent soulever plus d'un type de préoccupation par PCS. Chaque type de préoccupation soulevé dans le cadre des PCS nouvelles ou soulevées précédemment en 2017 est comptabilisé.

Figure 26: Objectifs déclarés des mesures soulevées en tant que PCS, 1995-2017³⁶

3.3.7 Fréquence – nombre de fois où une PCS donnée a été soulevée

3.34. La plupart des PCS (57%) ont été soulevées à une ou deux réunions du Comité, 26% des PCS l'ont été 3 à 5 fois et 17% l'ont été plus de 5 fois (figure 27).

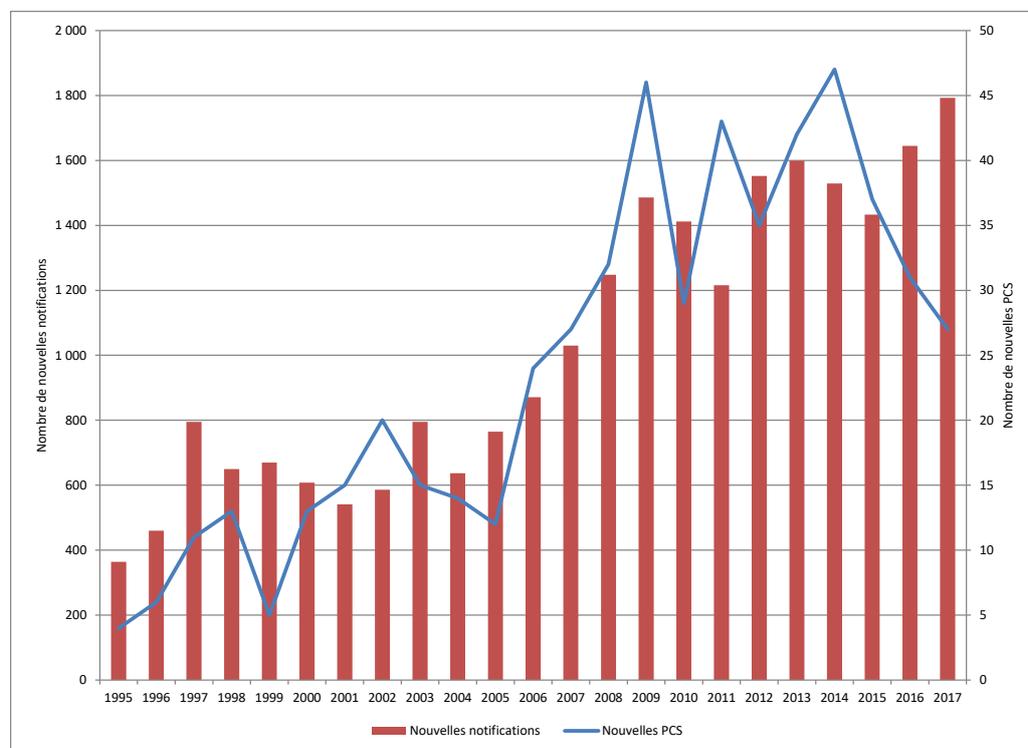
Figure 27: Nombre de fois où une PCS a été soulevée, 1995-2017

³⁶ Les mesures visées par les PCS peuvent avoir plus d'un objectif. Chaque objectif cité est comptabilisé.

3.3.8 Rapport entre les notifications et les PCS

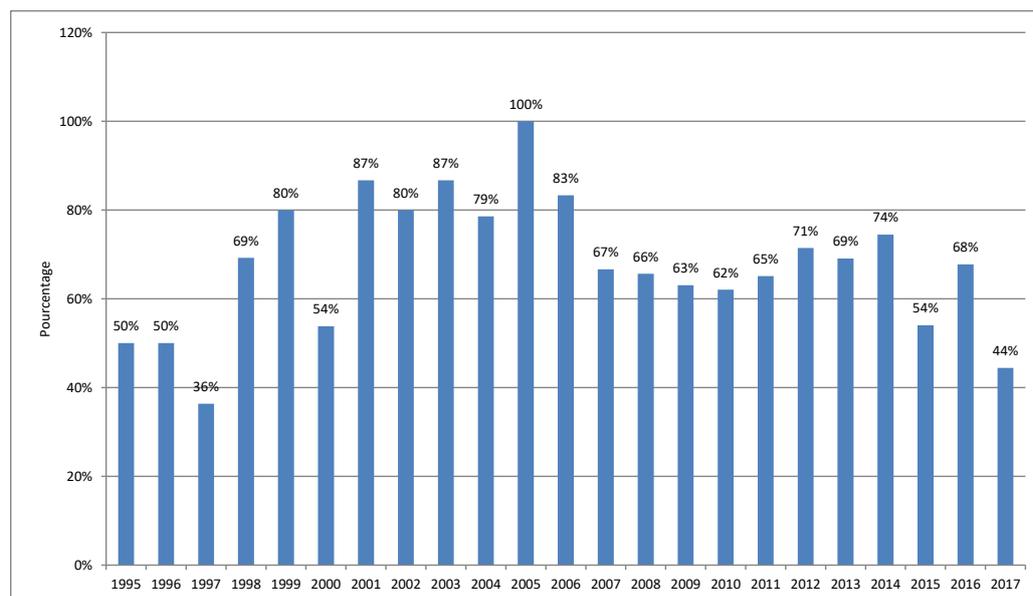
3.35. Le nombre de nouvelles notifications présentées et le nombre de nouvelles PCS soulevées, entre 1995 et 2009, ont généralement connu une tendance à la hausse similaire (figure 28). Toutefois, depuis 2015, le nombre de nouvelles notifications augmente tandis que celui des nouvelles PCS baisse, marquant une rupture dans cette tendance.

Figure 28 Tendances en matière de nouvelles notifications et de nouvelles PCS



3.36. Sur la base des tendances indiquées dans la figure 29, il convient de noter que seules 44% des nouvelles PCS soulevées en 2017 portaient sur une mesure notifiée à l'OMC, le niveau le plus bas depuis 1997, ce qui représente une baisse de 35% par rapport à 2016 (figure 29).

Figure 29: Nouvelles PCS examinées concernant des mesures notifiées



4 DIFFÉRENDS CONCERNANT DES DISPOSITIONS DE L'ACCORD OTC

4.1. Depuis 1995, il y a eu 54 différends dans lesquels la demande de consultations, première étape officielle pour engager un recours à l'OMC, mentionnait l'Accord OTC. Des faits nouveaux importants sont survenus en 2017, parmi lesquels:

- a. la distribution aux Membres du rapport du Groupe spécial de la mise en conformité (deuxième recours du Mexique) concernant les mesures des États-Unis relatives à l'étiquetage des conserves de thon (DS381); et
- b. la composition d'un groupe spécial établi par l'ORD en 2016 concernant certaines mesures de la Fédération de Russie affectant l'importation de matériels ferroviaires (DS499).

5 ACTIVITÉS D'ASSISTANCE TECHNIQUE MENÉES PAR LE SECRÉTARIAT

5.1. Comme en 2014, 2015 et 2016, en 2017 le Secrétariat a continué à recevoir de nombreuses demandes d'activités d'assistance technique liées aux OTC et à mener ces activités pour répondre à la forte progression de la demande en matière d'assistance technique dans ce domaine au cours des dernières années. En 2017, le Secrétariat de l'OMC a organisé au total 31 activités d'assistance technique liées aux OTC, sous différentes formes, ou y a participé. Bien que le nombre total d'activités d'assistance technique liées aux OTC menées en 2017 (31) ait été légèrement inférieur au nombre d'activités menées en 2016 (37), la demande et la fourniture d'activités nationales d'assistance technique liées aux OTC ont été beaucoup plus importantes qu'en 2016.³⁷ La demande concernant des ateliers SPS-OTC conjoints a également connu une nette augmentation depuis 2015.³⁸

5.2. Parmi toutes les activités d'assistance technique organisées en 2017, 12 étaient des ateliers nationaux ou régionaux portant expressément sur l'Accord OTC et organisés dans divers pays en développement Membres ou observateurs. Ils comprenaient, en particulier, deux ateliers régionaux et dix ateliers nationaux. Les programmes étaient conçus pour aider les économies participantes à consolider leur connaissance des principes et disciplines de l'Accord OTC, à examiner les difficultés liées à la mise en œuvre et à accroître leur participation aux travaux du Comité OTC. L'accent était mis sur la transparence et la coordination nationale en particulier. Comme les années précédentes, la majorité de ces activités nationales et régionales consacrées aux OTC ont porté également sur l'Accord SPS et ont été organisées en coopération avec les experts du Secrétariat chargés de ce domaine.³⁹

5.3. Par ailleurs, 19 modules sur les OTC ont été dispensés en 2017 dans le cadre du programme des différentes activités d'assistance technique de l'OMC plus générales, y compris des cours de politique commerciale régionaux ou organisés à Genève. Enfin, en 2017, trois cours de formation à distance axés spécifiquement sur l'Accord OTC ont été organisés.

5.4. Pour ce qui concerne l'avenir, et comme cela ressort de l'examen annuel de l'année précédente, la transparence dans le domaine des OTC continue à intéresser de plus en plus les Membres, et il existe une demande croissante d'assistance technique dans ce domaine, en particulier en ce qui concerne ePing.

³⁷ Dix ateliers nationaux sur les OTC ont été organisés en 2017, contre sept seulement en 2016.

³⁸ En 2017, 10 des 12 ateliers régionaux et/ou nationaux consacrés aux OTC ont porté à la fois sur l'Accord OTC et sur l'Accord SPS. En 2015 et 2016, environ la moitié des ateliers régionaux et/ou nationaux consacrés aux OTC ont porté à la fois sur l'Accord OTC et sur l'Accord SPS. En particulier, la majorité des ateliers nationaux organisés en 2016 (7 sur 13) ont porté sur les 2 Accords, contre seulement 3 (sur 10) en 2014.

³⁹ Voir la note de bas de page n° 37 plus haut.

ANNEXE

A. Notifications présentées, par Membre, 1995-2017¹

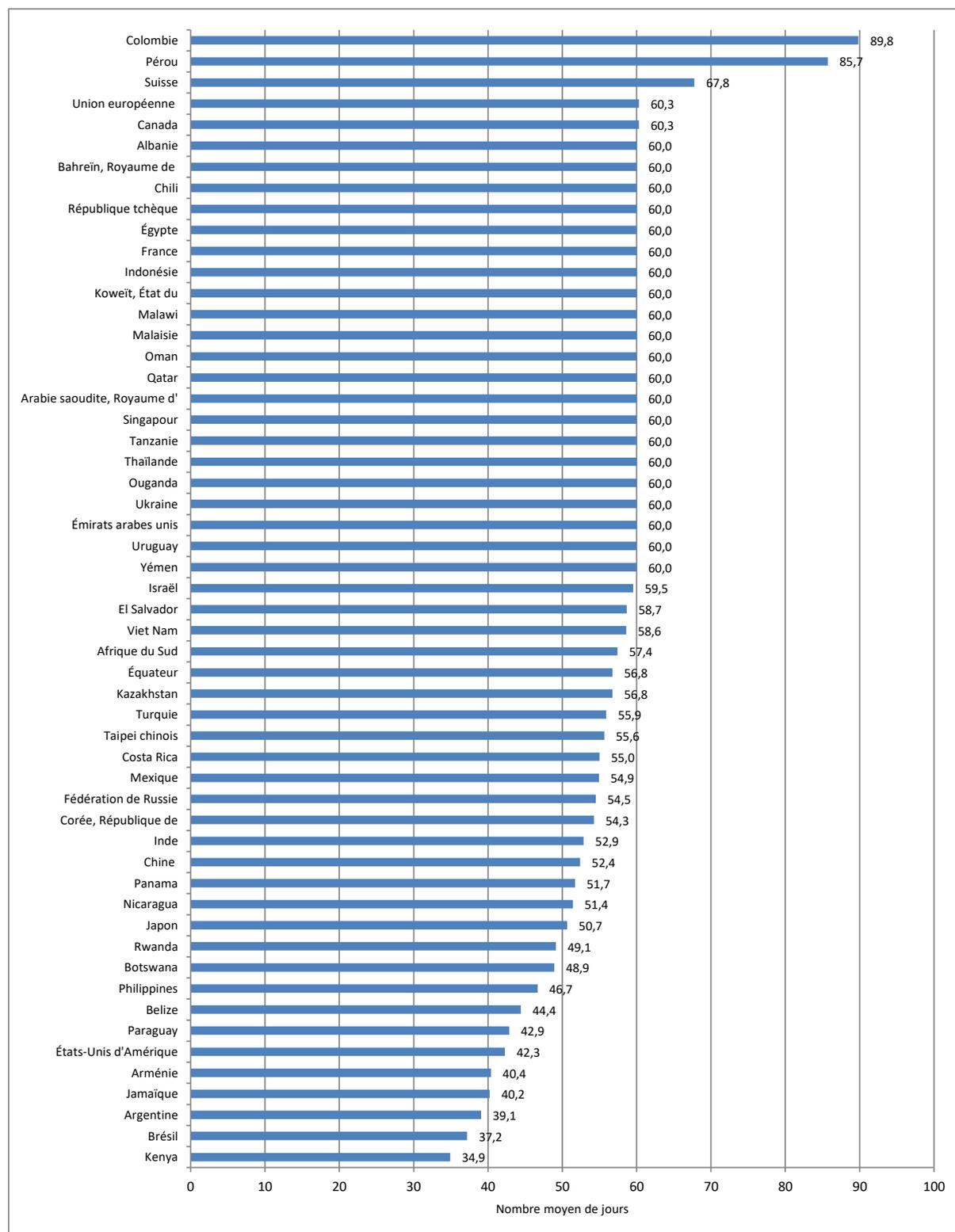
Membres	Notifications ordinaires présentées en 2017	Addenda et corrigenda présentés en 2017	Révisions présentées en 2017	Nombre total de notifications présentées en 2017	Nombre total de notifications présentées depuis 1995
Afghanistan	0	0	0	0	2
Afrique du Sud	10	4	2	16	352
Albanie	5	0	0	5	88
Allemagne	0	0	0	0	25
Angola	0	0	0	0	0
Antigua-et-Barbuda	0	0	0	0	0
Arabie saoudite, Royaume d'	75	1	1	77	1 051
Argentine	18	30	2	50	657
Arménie	5	0	0	5	89
Australie	2	2	0	4	218
Autriche	0	0	0	0	4
Bahreïn, Royaume de	53	1	1	55	519
Bangladesh	0	0	0	0	0
Barbade	0	0	0	0	10
Belgique	0	0	0	0	209
Belize	7	0	0	7	12
Bénin	0	0	0	0	2
Bolivie, État plurinational de	2	1	0	3	32
Botswana	23	0	0	23	79
Brésil	67	51	1	119	1 572
Brunéi Darussalam	0	0	0	0	2
Bulgarie	0	0	0	0	0
Burkina Faso	0	0	0	0	0
Burundi	2	0	0	2	3
Cabo Verde	0	0	0	0	0
Cambodge	0	0	0	0	3
Cameroun	0	0	0	0	8
Canada	29	15	2	46	1 014
Chili	42	40	0	82	643
Chine	56	2	1	59	1 313
Chypre	0	0	0	0	1
Colombie	8	8	0	16	631
Congo	0	0	0	0	3
Corée, République de	46	9	2	57	904
Costa Rica	8	3	0	11	239
Côte d'Ivoire	0	0	0	0	0
Croatie	0	0	0	0	39
Cuba	0	0	0	0	20
Danemark	0	0	0	0	253
Djibouti	0	0	0	0	0
Dominique	2	0	0	2	15
Égypte	5	6	0	11	222
El Salvador	5	4	0	9	289
Émirats arabes unis	56	1	1	58	406
Équateur	7	56	3	66	978
Espagne	2	0	0	2	73
Estonie	1	0	0	1	13
États-Unis d'Amérique	75	214	6	295	3 193
Ex-République yougoslave de Macédoine	0	0	0	0	8
Fédération de Russie	9	0	0	9	86
Fidji	0	0	0	0	1
Finlande	4	0	0	4	77
France	11	1	0	12	247
Gabon	0	0	0	0	2
Gambie	0	0	0	0	2
Géorgie	5	0	0	5	103

¹ Ce tableau n'inclut pas les notifications supplémentaires. Du fait d'améliorations de la gestion des données, il peut y avoir des variations mineures par rapport au document G/TBT/39/Rev.1.

Membres	Notifications ordinaires présentées en 2017	Addenda et corrigenda présentés en 2017	Révisions présentées en 2017	Nombre total de notifications présentées en 2017	Nombre total de notifications présentées depuis 1995
Ghana	0	0	0	0	12
Grèce	0	0	0	0	0
Grenade	1	0	0	1	18
Guatemala	2	2	0	4	120
Guinée	0	0	0	0	1
Guinée-Bissau	0	0	0	0	0
Guyana	0	0	0	0	20
Haïti	0	0	0	0	1
Honduras	2	1	0	3	103
Hong Kong, Chine	1	1	0	2	93
Hongrie	2	0	0	2	35
Îles Salomon	0	0	0	0	0
Inde	16	1	0	17	139
Indonésie	7	6	0	13	226
Irlande	1	0	0	1	5
Islande	0	0	0	0	2
Israël	56	18	0	74	1 189
Italie	4	1	0	5	32
Jamaïque	17	0	0	17	102
Japon	33	3	0	36	854
Jordanie	0	0	0	0	48
Kazakhstan	9	0	0	9	21
Kenya	75	0	0	75	614
Koweït, État du	53	1	1	55	408
Lesotho	0	0	0	0	0
Lettonie	0	0	0	0	31
Libéria	0	0	0	0	0
Liechtenstein	0	0	0	0	0
Lituanie	2	0	0	2	34
Luxembourg	0	0	0	0	0
Macao, Chine	0	0	0	0	6
Madagascar	0	0	0	0	0
Malaisie	6	0	0	6	246
Malawi	16	0	0	16	16
Maldives	0	0	0	0	0
Mali	0	0	0	0	2
Malte	0	0	0	0	0
Maroc	0	0	0	0	26
Maurice	0	0	0	0	8
Mauritanie	0	0	0	0	0
Mexique	46	51	0	97	981
Moldova, République de	3	0	0	3	33
Mongolie	1	0	0	1	7
Monténégro	0	0	0	0	0
Mozambique	0	0	0	0	11
Myanmar	0	0	0	0	2
Namibie	0	0	0	0	1
Népal	0	0	0	0	4
Nicaragua	7	2	0	9	187
Niger	0	0	0	0	0
Nigéria	0	0	0	0	4
Norvège	1	0	0	1	89
Nouvelle-Zélande	2	1	0	3	142
Oman	57	1	1	59	350
Ouganda	207	121	1	329	933
Pakistan	1	0	0	1	112
Panama	7	2	0	9	98
Papouasie-Nouvelle-Guinée	0	0	0	0	1
Paraguay	14	1	0	15	124
Pays-Bas	0	0	0	0	631
Pérou	7	4	0	11	116
Philippines	5	3	0	8	269
Pologne	0	0	0	0	7
Portugal	0	0	0	0	1
Qatar	56	1	1	58	550

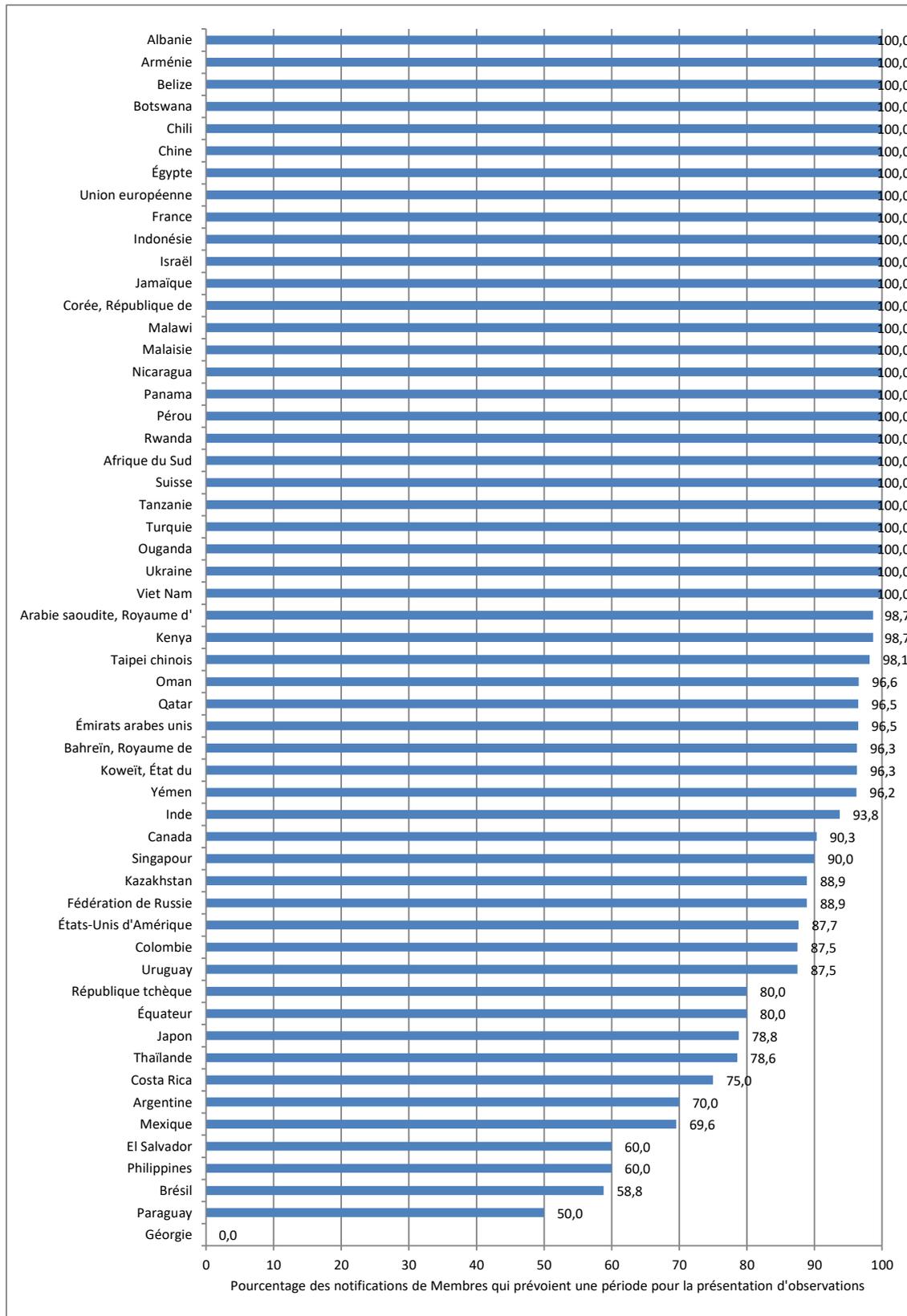
Membres	Notifications ordinaires présentées en 2017	Addenda et corrigenda présentés en 2017	Révisions présentées en 2017	Nombre total de notifications présentées en 2017	Nombre total de notifications présentées depuis 1995
République centrafricaine	0	0	0	0	10
République démocratique du Congo	0	0	0	0	0
République démocratique populaire lao	0	0	0	0	1
République dominicaine	2	1	0	3	273
République kirghize	0	0	0	0	49
République slovaque	0	0	0	0	54
République tchèque	5	6	0	11	388
Roumanie	0	0	0	0	94
Royaume-Uni	1	0	0	1	50
Rwanda	29	0	0	29	83
Saint-Kitts-et-Nevis	0	0	0	0	0
Saint-Vincent-et-les Grenadines	0	0	0	0	13
Sainte-Lucie	4	0	0	4	55
Samoa	0	0	0	0	0
Sénégal	0	0	0	0	13
Seychelles	1	0	0	1	3
Sierra Leone	0	0	0	0	0
Singapour	10	2	0	12	62
Slovénie	1	0	0	1	112
Sri Lanka	1	0	0	1	50
Suède	1	1	0	2	230
Suisse	17	4	0	21	318
Suriname	0	0	0	0	1
Swaziland	0	0	0	0	1
Tadjikistan	0	0	0	0	5
Taipei chinois	54	41	0	95	447
Tanzanie	81	0	0	81	126
Tchad	0	0	0	0	0
Thaïlande	11	20	3	34	722
Togo	0	0	0	0	2
Tonga	0	0	0	0	0
Trinité-et-Tobago	0	0	0	0	130
Tunisie	0	0	0	0	27
Turquie	23	1	0	24	125
Ukraine	18	7	0	25	189
Union européenne	94	7	0	101	1 463
Uruguay	8	0	0	8	22
Vanuatu	0	0	0	0	0
Venezuela, République bolivarienne du	0	0	0	0	35
Viet Nam	22	1	0	23	129
Yémen	53	1	1	55	117
Zambie	0	0	0	0	88
Zimbabwe	0	0	0	0	1
Total	1 793	762	30	2 585	30 265

B. Période moyenne accordée pour la présentation des observations, par Membre, 2017²



² Ce graphique inclut uniquement les Membres qui ont notifié au moins cinq nouvelles notifications ou révisions en 2017.

C. Pourcentage de notifications qui prévoient une période pour la présentation d'observations, par Membre, 2017³



³ Ce graphique inclut uniquement les Membres qui ont notifié au moins cinq nouvelles notifications ou révisions en 2017.

D. Résumé des PCS soulevées en 2017

Le tableau ci-après contient la liste des 178 préoccupations commerciales spécifiques soulevées au Comité OTC en 2017 (dont 76 PCS individuelles). La deuxième colonne indique l'intitulé de la préoccupation commerciale spécifique.

IMS ID	Intitulé de la PCS	Date à laquelle la PCS a été soulevée la dernière fois	Nombre de Membres qui ont soulevé la PCS	Fréquence à laquelle la PCS a été soulevée (1995-2017)	Nombre de fois où la préoccupation a été soulevée (2017)
133	Inde – Pneumatiques et chambres à air pour véhicules automobiles (ID 133)	8 novembre 2017	4	34	3
296	Chine – Dispositions régissant l'homologation des produits cosmétiques (ID 296)	8 novembre 2017	5	22	3
274	Inde – Nouvelles règles liées aux télécommunications (Département des télécommunications, n° 842-725/2005-VAS/vol. III (3 décembre 2009); n° 10-15/2009-AS-III/193 (18 mars 2010); et n° 10-15/2009-AS.III/vol. II/(Pt.)/(25-29) (28 juillet 2010); Département des télécommunications, n° 10-15/2009-AS.III/vol. II/(Pt.)/(30) (28 juillet 2010) et modèle de "contrat de sécurité et de continuité d'exploitation") (ID 274)	8 novembre 2017	4	22	3
294	Chine – Prescriptions applicables aux produits relatifs à la sécurité de l'information, y compris, entre autres, le Règlement de 1999 sur les produits de cryptage commercial de l'Office national de cryptographie commerciale (OSCCA) et sa révision en cours et le dispositif de protection à niveaux multiples (MLPS) (ID 294)	8 novembre 2017	6	21	3
332	Fédération de Russie – Projet de règlement technique sur la sécurité sanitaire des boissons alcooliques (publié le 24 octobre 2011) (ID 332)	8 novembre 2017	9	18	3
305	Corée – Règlement relatif à l'enregistrement et à l'évaluation des matières chimiques (ID 305)	8 novembre 2017	6	18	3
328	Indonésie – Lignes directrices techniques pour l'adoption et l'application des normes obligatoires indonésiennes en matière de sécurité des jouets (ID 328)	8 novembre 2017	5	18	3
345	Union européenne – Projet de règlement d'exécution modifiant le Règlement (CE) n° 607/2009 fixant certaines modalités d'application du Règlement (CE) n° 479/2008 du Conseil en ce qui concerne les appellations d'origine protégées et les indications géographiques protégées, les mentions traditionnelles, l'étiquetage et la présentation de certains produits du secteur vitivinicole (ID 345)	8 novembre 2017	7	16	3
367	Inde – Décret de 2012 sur les produits électroniques et des technologies de l'information (Exigences en matière d'enregistrement obligatoire) (ID 367)	8 novembre 2017	7	15	3

IMS ID	Intitulé de la PCS	Date à laquelle la PCS a été soulevée la dernière fois	Nombre de Membres qui ont soulevé la PCS	Fréquence à laquelle la PCS a été soulevée (1995-2017)	Nombre de fois où la préoccupation a été soulevée (2017)
393	Union européenne – Proposition révisée de la DG Environnement du 19 février 2013 en matière de catégorisation de composants en tant que perturbateurs endocriniens (ID 393)	8 novembre 2017	16	14	3
383	Pérou – Loi visant à promouvoir une alimentation saine chez les enfants et les adolescents (ID 383)	8 novembre 2017	10	14	3
411	Équateur – Résolution n° 116 du Comité du commerce extérieur équatorien du 19 novembre 2013 et Règlement technique équatorien RTE INEN 022 relatif à l'étiquetage des produits alimentaires transformés, conditionnés et emballés (ID 411)	8 novembre 2017	11	12	3
418	Fédération de Russie – Sécurité des produits pour enfants et adolescents (ID 418)	8 novembre 2017	3	12	3
427	Thaïlande – Projet de notification concernant la réglementation des boissons alcooliques. Règles, procédures et conditions régissant l'étiquetage des boissons alcooliques (E.B.) (ID 427)	8 novembre 2017	10	11	3
428	Chine – Règlements sur la surveillance et l'administration des dispositifs médicaux (Ordonnance n° 650 du Conseil d'État) (ID 428)	8 novembre 2017	5	11	3
442	Royaume d'Arabie saoudite, Royaume de Bahreïn, État du Koweït, Oman, Qatar, Émirats arabes unis, Yémen – Projet de règlement technique du Conseil de coopération des États arabes du Golfe énonçant les exigences régissant la distribution des boissons énergétiques (ID 442)	8 novembre 2017	3	10	3
448	Union européenne – Critères communs en matière d'évaluation de la sécurité des technologies de l'information – Certification dans l'UE (critères communs) (448)	8 novembre 2017	1	10	3
456	Chine – Mesures administratives concernant l'étiquetage des cosmétiques (AMCL) (ID 456)	8 novembre 2017	7	9	3
457	Chine – Règlement sur la sécurité du matériel de traitement de l'information dans le secteur bancaire (ID 457)	8 novembre 2017	5	9	3
466	Chine – Droits d'enregistrement des médicaments et des dispositifs médicaux (ID 466)	8 novembre 2017	4	8	3
470	Brésil – Projet d'arrêté n° 374 du 27 novembre 2014 (Portaria SDA/MAPA 374/2014). Établit des prescriptions en matière de qualité pour le vin et les dérivés du raisin et du vin (ID 470)	8 novembre 2017	2	8	3
489	Chine – Réglementation des technologies de l'information et de la communication de la Commission de réglementation de l'assurance (CIRC) (ID 489)	8 novembre 2017	6	7	3
478	Brésil – Certification des jouets; Arrêtés n° 89, n° 310 et projet de règle administrative n° 321 (ID 478)	8 novembre 2017	3	7	3

IMS ID	Intitulé de la PCS	Date à laquelle la PCS a été soulevée la dernière fois	Nombre de Membres qui ont soulevé la PCS	Fréquence à laquelle la PCS a été soulevée (1995-2017)	Nombre de fois où la préoccupation a été soulevée (2017)
477	Chine – Mesures provisoires pour la gestion de la qualité du charbon commercial (ID 477)	8 novembre 2017	2	7	3
486	Inde – Décret de 2015 relatif aux produits en acier (Contrôle de la qualité) (ID 486)	8 novembre 2017	1	7	3
494	Inde – Projet de règlement de 2015 sur l'innocuité des aliments et les normes alimentaires (Normes pour les boissons alcooliques) (ID 494)	8 novembre 2017	11	6	3
502	Indonésie – Loi n° 33 de 2014 sur la garantie des produits halal (ID 502)	8 novembre 2017	6	6	3
493	Chine – Règlement relatif à l'enregistrement des préparations pour nourrissons et des préparations de suite (ID 493)	8 novembre 2017	5	6	3
496	Émirats arabes unis – Système de contrôle visant à restreindre l'utilisation de matières dangereuses dans les dispositifs électroniques et électriques (ID 496)	8 novembre 2017	4	6	3
497	Fédération de Russie – Règles relatives à la certification du ciment (ID 497)	8 novembre 2017	3	6	3
505	Égypte – Système d'enregistrement du fabricant (Décret n° 43/2016 et Décret n° 992/2015) (ID 505)	8 novembre 2017	12	5	3
510	Kenya, Ouganda, Tanzanie, Rwanda, Burundi – normes de la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE) sur les boissons alcooliques (ID 510)	8 novembre 2017	4	5	3
512	Union européenne – Systèmes de qualité applicables aux produits agricoles et aux denrées alimentaires (ID 512)	8 novembre 2017	4	5	3
511	Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu – Projet de loi sur l'agriculture biologique (ID 511)	8 novembre 2017	1	5	3
509	Chine – Normes nationales relatives aux limites concernant les composés organiques volatils applicables aux meubles (ID 509)	8 novembre 2017	1	5	3
518	Corée – Modification des notifications relatives aux messages d'avertissement concernant la consommation de tabac et d'alcool (ID 518)	8 novembre 2017	8	4	3
514	Kazakhstan, Fédération de Russie, République kirghize – Modification n° 2 du Règlement technique de l'Union douanière sur la sécurité des jouets (TR CU 008/2011) (ID 514)	8 novembre 2017	4	4	3
520	Fédération de Russie - Dispositifs médicaux (ID 520)	8 novembre 2017	3	4	3
521	Fédération de Russie, Kazakhstan, République kirghize – Produits pharmaceutiques – Résolution n° 1314 du gouvernement de la Fédération de Russie sur la détermination de la conformité des fabricants de médicaments avec les prescriptions des bonnes pratiques de fabrication (non notifiée); projets de décisions du Conseil de l'Union économique eurasiatique (ID 521)	8 novembre 2017	3	4	3
516	Irlande – Projet de loi sur la santé publique (alcool) de 2015 (ID 516)	8 novembre 2017	2	4	3

IMS ID	Intitulé de la PCS	Date à laquelle la PCS a été soulevée la dernière fois	Nombre de Membres qui ont soulevé la PCS	Fréquence à laquelle la PCS a été soulevée (1995-2017)	Nombre de fois où la préoccupation a été soulevée (2017)
526	Chine – Loi relative à la cybersécurité (ID 526)	8 novembre 2017	7	3	3
530	Italie – Prescriptions en matière d'étiquetage indiquant l'origine des céréales utilisées pour la préparation de pâtes sèches (ID 530)	8 novembre 2017	4	3	3
527	Chine – Règles administratives provisoires relatives à la consommation de carburant moyenne des entreprises et aux crédits octroyés pour les véhicules à énergies nouvelles et le Règlement administratif régissant l'agrément des constructeurs de véhicules à énergies nouvelles et des produits (ID 527)	8 novembre 2017	3	3	3
525	Union européenne – Directive concernant les équipements radioélectriques (ID 525)	8 novembre 2017	2	3	3
529	République de Corée - Produits chimiques et biocides à usage ménager (ID 529)	8 novembre 2017	2	3	3
524	Union européenne – Production biologique et étiquetage – Maté (erva-mate) (ID 524)	8 novembre 2017	1	3	3
533	Chine –Administration du cyberespace de la Chine – Projet de mesures d'application de l'examen de cybersécurité des produits et services de réseaux (ID 533)	8 novembre 2017	6	2	2
534	Chine – Projet de loi révisé sur le cryptage de la République populaire de Chine par l'Office national de cryptographie commerciale (OSCCA) (ID 534)	8 novembre 2017	5	2	2
535	Union européenne – Règlement (CE) n° 1107/2009 – non-renouvellement de l'approbation de la substance active picoxystrobine (ID 535)	8 novembre 2017	3	2	2
538	Chine – Règles de gestion de la sécurité des informations du réseau de l'aviation civile (ID 538)	8 novembre 2017	3	2	2
540	Oman, Royaume de Bahreïn, État du Koweït, Qatar, Royaume d'Arabie saoudite, Emirats arabes unis, Yémen – Guide pour le contrôle des aliments importés – Prescriptions en matière de certification des produits d'origine animale (ID 540)	8 novembre 2017	2	2	2
517	Bolivie – Règlement technique relatif à l'étiquetage des aliments et des produits destinés à la consommation humaine qui consistent en des organismes génétiquement modifiés, qui contiennent de tels organismes ou qui en sont dérivés (ID 517)	8 novembre 2017	2	2	1
539	Union européenne – Dioxyde de titane: Règlement (CE) n° 1272/2008 (relatif à la classification, l'étiquetage et l'emballage), annexe VI, partie 2 (ID 539)	8 novembre 2017	1	2	2
537	Chine – Règles directrices de protection de Internet à bord des véhicules (ID 537)	8 novembre 2017	1	2	2
545	Chine – Catalogue des déchets solides dont l'importation en Chine est interdite (ID 545)	8 novembre 2017	5	1	1
546	Inde – Règles modifiées pour les importations de jouets (ID 546)	8 novembre 2017	5	1	1

IMS ID	Intitulé de la PCS	Date à laquelle la PCS a été soulevée la dernière fois	Nombre de Membres qui ont soulevé la PCS	Fréquence à laquelle la PCS a été soulevée (1995-2017)	Nombre de fois où la préoccupation a été soulevée (2017)
547	Chine – Prescriptions en matière de certification des produits alimentaires transformés (ID 547)	8 novembre 2017	5	1	1
549	Viet Nam – Décret établissant les conditions applicables à la fabrication, à l'assemblage et à l'importation de véhicules automobiles et aux services de garantie et d'entretien des véhicules automobiles (ID 549)	8 novembre 2017	3	1	1
544	Viet Nam – Mesures concernant la cybersécurité (ID 544)	8 novembre 2017	3	1	1
550	UE – Mise en place et fonctionnement d'un système de traçabilité des produits du tabac (ID 550)	8 novembre 2017	1	1	1
548	Équateur – Appareils ménagers de production de froid (RTE INEN 009) (ID 548)	8 novembre 2017	1	1	1
503	Thaïlande – Code sur le lait – Projet de loi sur le contrôle de la commercialisation et promotion des aliments pour nourrissons et jeunes enfants et des produits connexes (ID 503)	14 juin 2017	5	5	2
519	Kenya, Ouganda, Tanzanie, Rwanda, Burundi – Spécifications relatives aux boissons alcooliques (ID 519)	14 juin 2017	2	4	3
541	Népal – Réglementation et politique de contrôle nationales de l'alcool – Pictogrammes préventifs et messages pour les boissons alcooliques (ID 541)	14 juin 2017	3	1	1
542	États-Unis - Normes d'identification applicables aux fromages (ID 542)	14 juin 2017	1	1	1
543	États-Unis – Législation du Wisconsin sur le beurre (ID 543)	14 juin 2017	1	1	1
536	Chine – Limites et méthodes de mesure des émissions de véhicules légers (Chine 6) (ID 536)	14 juin 2017	1	1	1
88	Communautés européennes - Règlement concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques (REACH) (ID 88)	29 mars 2017	34	38	1
480	Union européenne – Restriction applicable aux hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP) dans les pneumatiques, tel que prévu dans l'annexe XVII du règlement REACH (ID 480)	29 mars 2017	1	5	1
479	Colombie - Prescriptions en matière d'essai auxquelles doivent satisfaire les jouets, leurs composants et leurs accessoires (ID 479)	29 mars 2017	3	4	1
513	Union européenne – Directive 2014/40/UE relative au rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives des États membres en matière de fabrication, de présentation et de vente des produits du tabac et des produits connexes, et abrogeant la Directive 2001/37/CE (ID 513)	29 mars 2017	2	3	1
523	Union européenne – Étiquetage indiquant le pays d'origine (ID 523)	29 mars 2017	8	2	1

IMS ID	Intitulé de la PCS	Date à laquelle la PCS a été soulevée la dernière fois	Nombre de Membres qui ont soulevé la PCS	Fréquence à laquelle la PCS a été soulevée (1995-2017)	Nombre de fois où la préoccupation a été soulevée (2017)
515	Inde – Règles de 2016 relatives à la gestion des déchets électroniques (ID 515)	29 mars 2017	3	2	1
528	République dominicaine – Prescriptions applicables à l'importation de barres d'armature en acier – Règlement technique RTD 458 et autres prescriptions (ID 528)	29 mars 2017	1	1	1
531	Brésil – Règlement RDC n° 123 du 4 novembre 2016 relatif aux additifs alimentaires et auxiliaires de fabrication autorisés pour utilisation dans le vin (ID 531)	29 mars 2017	1	1	1
532	Viet Nam – Boissons alcooliques (ID 532)	29 mars 2017	1	1	1
Total					178

E. Aperçu des nouvelles PCS soulevées en 2017

Le tableau ci-après fournit des détails supplémentaires sur les nouvelles préoccupations commerciales spécifiques soulevées en 2017.

Membre visé par la PCS	Intitulé de la PCS	Objectif déclaré	Produits visés	Membre(s) soulevant la PCS
Brésil	Brésil – Règlement RDC n° 123 du 4 novembre 2016 relatif aux additifs alimentaires et auxiliaires de fabrication autorisés pour utilisation dans le vin (ID 531)	Protection de la santé ou de la sécurité des personnes	Additifs alimentaires et auxiliaires technologiques utilisés dans le vin (SH 22.04)	UE
Chine	Chine – Catalogue des déchets solides dont l'importation en Chine est interdite (ID 545)	Protection de la santé ou de la sécurité des personnes, protection de l'environnement, protection de la vie ou de la santé des animaux et préservation des végétaux	SH: Déchets de matières plastiques: 3915100000 3915200000 3915300000 3915901000 3915909000 Scories de vanadium: 2619000021 2619000029 2620999011 2620999019 Déchets de papier non triés: 4707900090 Déchets de matières textiles: 5103109090 5103209090 5103300090 5104009090 5202100000 5202910000 5202990000 5505100000 5505200000 6310100010 6310900010	Australie Canada UE Japon États-Unis
Chine	Chine – Prescriptions en matière de certification des produits alimentaires transformés (ID 547)	Protection de la santé ou de la sécurité des personnes; protection de l'environnement; prévention de pratiques de nature à induire en erreur et protection des consommateurs	Aliments transformés; Aliments (y compris certains produits relevant de la position 0308 du SH)	UE Guatemala Singapour Taïpei chinois États-Unis

Membre visé par la PCS	Intitulé de la PCS	Objectif déclaré	Produits visés	Membre(s) soulevant la PCS
Chine	Chine – Règles de gestion de la sécurité des informations du réseau de l'aviation civile (ID 538)	Impératifs de la sécurité nationale	Secteur de l'aviation	Canada UE États-Unis
Chine	Chine – Loi relative à la cybersécurité (ID 526)	Impératifs de la sécurité nationale	Technologies de l'information et de la communication	Australie Canada UE Japon Corée Nouvelle-Zélande États-Unis
Chine	Chine – Administration du cyberspace de la Chine – Projet de mesures d'application de l'examen de cybersécurité des produits et services de réseaux (ID 533)	Impératifs de la sécurité nationale	Produits et services de réseaux	Australie Canada UE Japon Corée États-Unis
Chine	Chine – Projet de loi révisé sur le cryptage de la République populaire de Chine par l'Office national de cryptographie commerciale (OSCCA) (ID 534)	Impératifs de la sécurité nationale	Produits des technologies de l'information et de la communication	Canada UE Japon Corée États-Unis
Chine	Chine – Règles directrices de protection de l'Internet à bord des véhicules (ID 537)	Impératifs de la sécurité nationale, autres	Véhicules	États-Unis
Chine	Chine – Limites et méthodes de mesure des émissions de véhicules légers (Chine 6) (ID 536)	Protection de la santé ou de la sécurité des personnes; protection de l'environnement	Véhicules légers	Japon
Chine	Chine – Règles administratives provisoires relatives à la consommation de carburant moyenne des entreprises et aux crédits octroyés pour les véhicules à énergies nouvelles et Règlement administratif régissant l'agrément des constructeurs de véhicules à énergies nouvelles et des produits (ID 527)	Protection de la santé ou de la sécurité des personnes; protection de l'environnement, autres	Voitures particulières; véhicules à énergies nouvelles	UE Japon États-Unis
Corée, République de	République de Corée – Produits chimiques et biocides à usage ménager (ID 529)	Information des consommateurs, étiquetage, protection de la santé ou de la sécurité des personnes, protection de l'environnement	Produits chimiques (produits utilisés par le grand public, principalement comme articles de ménage et comme biocides)	Japon États-Unis
Équateur	Équateur – Appareils ménagers de production de froid (RTE INEN 009) (ID 548)	Protection de la santé ou de la sécurité des personnes; protection de l'environnement; prévention de pratiques de nature à induire en erreur et protection des consommateurs	Appareils ménagers de production de froid	Colombie

Membre visé par la PCS	Intitulé de la PCS	Objectif déclaré	Produits visés	Membre(s) soulevant la PCS
États-Unis d'Amérique	États-Unis - Normes d'identification applicables aux fromages (ID 542)	Information des consommateurs, étiquetage	Fromages	Canada
États-Unis d'Amérique	États-Unis - Législation du Wisconsin sur le beurre (ID 543)	Information des consommateurs, étiquetage	Beurre	Canada
Inde	Inde - Règles modifiées pour les importations de jouets (ID 546)	Protection de la santé ou de la sécurité des personnes	Jouets	Canada Chine UE Mexique États-Unis
Italie	Italie - Prescriptions en matière d'étiquetage indiquant l'origine des céréales utilisées pour la préparation de pâtes sèches (ID 530)	Information des consommateurs, étiquetage	Pâtes sèches	Brésil Canada Mexique États-Unis
Népal	Népal - Réglementation et politique de contrôle nationales de l'alcool - Pictogrammes préventifs et messages pour les boissons alcooliques (ID 541)	Protection de la santé ou de la sécurité des personnes, information des consommateurs, étiquetage	Boissons alcooliques	Canada UE États-Unis
Oman; Bahreïn, Royaume de; Koweït, État du; Qatar; Arabie saoudite, Royaume d'; Émirats arabes unis; Yémen	Oman, Royaume de Bahreïn, État du Koweït, Qatar, Royaume d'Arabie saoudite, Émirats arabes unis, Yémen - Guide pour le contrôle des aliments importés - Prescriptions en matière de certification des produits d'origine animale (ID 540)	Protection de la santé ou de la sécurité des personnes, harmonisation, protection de la vie ou de la santé des animaux et préservation des végétaux	Certificats spécifiques pour animaux: produits d'origine animale (viande et ses dérivés); produits d'origine aviaire et leurs dérivés; poisson et produits du poisson et leurs dérivés; secteur phytosanitaire: produits végétaux et leurs dérivés et autres	UE États-Unis
République dominicaine	République dominicaine - Prescriptions applicables à l'importation de barres d'armature en acier - Règlement technique RTD 458 et autres prescriptions (ID 528)	Protection de la santé ou de la sécurité des personnes	Barres d'armature en acier	États-Unis
Union européenne	Union européenne - Directive concernant les équipements radioélectriques (ID 525)	Harmonisation	Équipements radioélectriques	Chine États-Unis
Union européenne	UE - Mise en place et fonctionnement d'un système de traçabilité des produits du tabac (ID 550)	Protection de la santé ou de la sécurité des personnes, harmonisation	Produits du tabac	Cuba
Union européenne	Union européenne - Production biologique et étiquetage - Maté (erva-mate) (ID 524)	Protection de l'environnement, information des consommateurs, étiquetage	Maté	Brésil
Union européenne	Union européenne - Règlement (CE) n° 1107/2009 - non-renouvellement de l'approbation de la substance active picoxystrobine (ID 535)	Protection de la santé ou de la sécurité des personnes, protection de l'environnement, protection de la vie ou de la santé des animaux et préservation des végétaux	Picoxystrobine (substance active de pesticide)	Argentine Brésil Canada

Membre visé par la PCS	Intitulé de la PCS	Objectif déclaré	Produits visés	Membre(s) soulevant la PCS
Union européenne	Union européenne – Dioxyde de titane: Règlement (CE) n° 1272/2008 (relatif à la classification, l'étiquetage et l'emballage), annexe VI, partie 2 (ID 539)	Protection de la santé ou de la sécurité des personnes, protection de l'environnement	Dioxyde de titane	États-Unis
Viet Nam	Viet Nam – Boissons alcooliques (ID 532)	Protection de la santé ou de la sécurité des personnes	Boissons alcooliques	Mexique
Viet Nam	Viet Nam – Mesures concernant la cybersécurité (ID 544)	Impératifs de la sécurité nationale	Cybersécurité	Japon Nouvelle-Zélande États-Unis
Viet Nam	Viet Nam – Décret établissant les conditions applicables à la fabrication, à l'assemblage et à l'importation de véhicules automobiles et aux services de garantie et d'entretien des véhicules automobiles (ID 549)	Non spécifié	Automobiles	Japon Thaïlande États-Unis

F. Aperçu des organismes à activité normative qui ont accepté le Code de pratique

Le tableau suivant énumère tous les organismes à activité normative qui ont accepté le Code de pratique entre 1995 et 2017 (et qui ne l'ont pas dénoncé).⁴

Membre de l'OMC ou observateur	Sigle	Organisation	Adresse électronique	Type
Afghanistan	ANSA	Agence nationale de normalisation	tbt@ansa.gov.af	Gouvernement central
Afrique du Sud	SABS	South African Bureau of Standards (Bureau sud-africain de normalisation)	wto@sabs.co.za	Non gouvernemental
Albanie	DPS	Drejtoria e Përgjithshme e Standardizimit (Direction générale de la normalisation)	info@dps.gov.al	Gouvernement central
Algérie	IANOR	Institut algérien de normalisation	dg@ianor.dz	Gouvernement central
Allemagne	DIN	Deutsches Institut für Normung e.V.	int@din.de	Non gouvernemental
Angola	IANORQ	Instituto Angolano de Normalização e Qualidade	geral@ianorq.co.ao	Gouvernement central
Antigua-et-Barbuda	ABBS	Bureau des normes d'Antigua-et-Barbuda	abbs@antigua.gov.ag	Gouvernement central
Arabie saoudite, Royaume d'	SASO	Saudi Standards, Metrology and Quality Organization (Organisation saoudienne de la normalisation, de la métrologie et de la qualité)	enquiry@point@saso.gov.sa	Gouvernement central

⁴ Ce tableau contient des renseignements tirés du système d'information sur les normes OMC-ISO (<https://tbtcode.iso.org>).

Membre de l'OMC ou observateur	Sigle	Organisation	Adresse électronique	Type
Argentine	IRAM	Instituto Argentino de Normalización y Certificación – Institut argentin de normalisation et de certification	ltrama@iram.org.ar	Non gouvernemental
Arménie	SARM	Institut national des normes	sarm@sarm.am	Gouvernement central
Australie	ACMA	Australian Communications and Media Authority (Direction australienne des communications et des médias)	" international.standards@acma.gov.au "	Gouvernement central
Australie	NMSC	National Marine Safety Committee (Comité national de sécurité maritime)	secretariat@nmsc.gov.au	Gouvernement central/autorité locale
Australie		Communications Alliance (Alliance pour les communications)	info@commsalliance.com.au	Non gouvernemental
Australie	AFSL	Australian Forestry Standard Limited (Société australienne des normes forestières)	afs@forestrystandard.org.au	Non gouvernemental
Australie	SSA	Seafood Services Australia Ltd (Fruits de mer Australie)	ssa@seafoodservices.com.au	Non gouvernemental
Australie	SA	Standards Australia	intsect@standards.org.au	Non gouvernemental
Autriche	OVE	Österreichischer Verband für Elektrotechnik	ove@ove.at	Non gouvernemental
Autriche	ASI	Austrian Standards Institute – Institut autrichien de normalisation	ceo@austrian-standards.at	Non gouvernemental
Azerbaïdjan	AZSTAND	State Committee on Standardization, Metrology and Patents of the Republic of Azerbaijan – Comité d'État de la normalisation, de la métrologie et des brevets de la République d'Azerbaïdjan	enquiry@azstand.gov.az	Gouvernement central
Bahreïn, Royaume de	BSMD	Bahrain Standards and Metrology Directorate – Direction des normes et de la métrologie de Bahreïn	bsmd@moic.gov.bh	Gouvernement central
Bangladesh	BSTI	Bangladesh Standards and Testing Institution - Institut de normalisation et d'essais du Bangladesh	bsti@banqla.net , standard_bsti@ranksitt.net , "wto library_bsti@ranksitt.net"	Gouvernement central
Barbade	BNSI	Barbados National Standards Institution - Office national de la normalisation de la Barbade	office@bnsi.com.bb	Non gouvernemental

Membre de l'OMC ou observateur	Sigle	Organisation	Adresse électronique	Type
Bélarus	BELST	State Committee for Standardization of the Republic of Belarus - Comité d'État de normalisation de la République du Bélarus	standart_belst@anitex.by	Gouvernement central
Belgique	NBN	Bureau de normalisation	info@nbn.be	Gouvernement central
Belize	BBS	Belize Bureau of Standards – Bureau de normalisation du Belize	" tbtenquiry-belize@bbs.gov.bz "; bbs@btl.net ; secretary@bbs.gov.bz cebenorbenin@yahoo.fr	Gouvernement central
Bénin	ABENOR	Agence béninoise de normalisation et de gestion de la qualité	info@ibnorca.org	Gouvernement central
Bolivie, État plurinational de	IBNORCA	Instituto Boliviano de Normalización y Calidad – Institut bolivien de normalisation et de contrôle de la qualité	stand@bas.gov.ba	Non gouvernemental
Bosnie-Herzégovine	BAS	Institute for Standardisation of Bosnia and Herzegovina – Institut de normalisation de la Bosnie-Herzégovine	infoc@hq.bobstandards.bw	Gouvernement central
Botswana	BOBS	Botswana Bureau of Standards – Office de normalisation du Botswana	abnt@abnt.org.br	Non gouvernemental
Brésil	ABNT	Associação Brasileira de Normas Técnicas	modcpru@brunet.bn	Gouvernement central
Brunéi Darussalam	ABCI	Authority for Building Control and Construction Industry (previously known as CPRU) – Administration du contrôle des constructions et de l'industrie du bâtiment (anciennement dénommée CPRU)	standards@bds-bg.org	Non gouvernemental
Bulgarie	BDS	Institut bulgare de normalisation	secretariat.onac@gmail.com	Gouvernement central
Burkina Faso	ABNORM	Agence burkinabé de normalisation, de métrologie et de la qualité	bbnorme11@yahoo.fr	Gouvernement central
Burundi	BBN	Bureau burundais de normalisation et contrôle de la qualité	discinfo@camnet.com.kh	Gouvernement central
Cambodge	ISC	Institute of Standards of Cambodia - Institut de normalisation du Cambodge	bootoangon@yahoo.fr	Gouvernement central
Cameroun	ANOR	Agence des normes et de la qualité	info@scc.ca	Gouvernement central
Canada	SCC	Conseil canadien des normes	normas@inn.cl	Gouvernement central
Chili	INN	Instituto Nacional de Normalización – Institut national de normalisation		Gouvernement central

Membre de l'OMC ou observateur	Sigle	Organisation	Adresse électronique	Type
Chine	SAC	Standardization Administration of China – Administration chinoise de normalisation	sac@sac.gov.cn	Gouvernement central
Chypre	CYS	Cyprus Organization for Standardization - Organisation chypriote de la normalisation	cystandards@cys.org.cy	Non gouvernemental
Colombie	ICONTEC	Instituto Colombiano de Normas Técnicas y Certificación - Institut colombien des normes techniques et de la certification	ccarrero@icontec.org	Non gouvernemental
Corée, République de	KATS	Korean Agency for Technology and Standards (Office coréen des normes et de la technologie)	standard@kats.go.kr	Gouvernement central
Corée, République de	KEA	Korea Electric Association (Association coréenne de l'électricité)	drs2013@kepic.or.kr	Non gouvernemental
Costa Rica	INTECO	Instituto de Normas Técnicas de Costa Rica – Institut des normes techniques du Costa Rica	mcespedes@inteco.org	Non gouvernemental
Côte d'Ivoire	CODINORM	Côte d'Ivoire Normalisation	nfo@codinorm.ci	Non gouvernemental
Croatie	HZN	Croatian Standards Institute – Institut croate de normalisation	hzn@hzn.hr	Non gouvernemental
Cuba	NC	Oficina Nacional de Normalización – Office national de normalisation	nc@ncnorma.cu	Gouvernement central
Danemark	DS	Dansk Standard (Association danoise de normalisation)	dansk.standard@ds.dk	Non gouvernemental
Dominique	DBOS	Dominica Bureau of Standards – Office dominiquais des normes	info@dominicastandards.org	Gouvernement central
Égypte	EOS	Egyptian Organization for Standardization and Quality – Organisation égyptienne de normalisation et de contrôle de la qualité	eos@idsc.net.eg ; eos.tbt@eos.org.eg ; howydagamal@yahoo.com	Gouvernement central
El Salvador	CONACYT	Consejo nacional de Ciencia y Tecnología – Conseil national de la science et de la technologie	evangas@conacyt.gob.sv	Gouvernement central
Émirats arabes unis	ESMA	Emirates Authority for Standardization and Metrology (Office de normalisation et de métrologie des Émirats)	esma@esma.gov.ae	Gouvernement central
Équateur	INEN	Servicio Ecuatoriano de Normalización – Institut équatorien de normalisation	" cesar.diaz@normalizacion.gob.ec "	Gouvernement central
Espagne	UNE	Asociación Española de Normalización (Association espagnole de normalisation)	une@une.org	Non gouvernemental

Membre de l'OMC ou observateur	Sigle	Organisation	Adresse électronique	Type
Estonie	EVS	Estonian Centre for Standardisation - Centre estonien de normalisation	info@evs.ee	Non gouvernemental
États-Unis d'Amérique	ANSI	American National Standards Institute (Institut national de normalisation)	info@ansi.org	Non gouvernemental
Ex-République yougoslave de Macédoine	ISRM	Standardization Institute of the Republic of Macedonia (Institut de normalisation de la République de Macédoine)	isrm@isrm.gov.mk ou isrm.info@isrm.gov.mk	Non gouvernemental
Finlande	SFS	Finnish Standards Association – Association finlandaise de normalisation	sfs@sfs.fi	Non gouvernemental
France	AFNOR	Association française de normalisation	uari@afnor.org	Non gouvernemental
Gabon	AGANOR	Agence gabonaise de normalisation	aganor.gabon@gmail.com	Gouvernement central
Géorgie	GEOSTM	Georgian National Agency for Standards and Metrology – Agence nationale des normes et de la métrologie	geostm@geostm.ge	Gouvernement central
Ghana		Ghana Standards Authority – Autorité des normes du Ghana	gsadir@gsa.gov.gh	Gouvernement central
Grèce	ELOT	Hellenic Organization for Standardization - Organisation hellénique de normalisation	info@elot.gr	Non gouvernemental
Grenade	GDBS	Grenada Bureau of Standards – Bureau des normes de la Grenade	gdbbs@spiceisle.com	Gouvernement central
Guatemala	COGUANOR	Comisión Guatemalteca de Normas - Commission guatémaltèque des normes et des règlements techniques	hherrera@mineco.gob.gt nmendoza@mineco.gob.gt	Gouvernement central
Guyana	GNBS	Guyana National Bureau of Standards - Bureau national de normalisation du Guyana	info@gnbsgy.org	Gouvernement central
Haïti	BHN	Bureau haïtien de normalisation	bhn@mci.gouv.ht	Gouvernement central
Honduras		Secretaría de Industria y Comercio, Dirección General de Producción y Consumo, Departamento de Normalización y Metrología - Ministère de l'industrie et du commerce, Direction générale de la production et de la consommation, Département de normalisation et de métrologie	normalizacion@sic.gob.hn	Gouvernement central

Membre de l'OMC ou observateur	Sigle	Organisation	Adresse électronique	Type
Hong Kong, Chine		Electrical and Mechanical Services Department of the Government of the HKSAR – Département des services électriques et mécaniques du gouvernement de la RASHK	mbec@emsd.gov.hk	Gouvernement central
Hong Kong, Chine		Highways Department of the Government of the HKSAR – Département des autoroutes du gouvernement de la RASHK	ts.tau@hyd.gov.hk	Gouvernement central
Hong Kong, Chine	OFCA	Office of the Communications Authority – Bureau de la Direction des télécommunications	webmaster@ofca.gov.hk	Gouvernement central
Hong Kong, Chine		Transport Department of the Government of the HKSAR – Département des transports du gouvernement de la RASHK	kelvinsiu@td.gov.hk	Gouvernement central
Hong Kong, Chine		Works Branch, Development Bureau of the Government of the HKSAR – Direction des travaux publics, Bureau du développement du gouvernement de la RASHK	wbenq@devb.gov.hk	Gouvernement central
Hongrie	MSZT	Magyar Szabványügyi Testület	isoline@mszt.hu	Non gouvernemental
Inde	BIS	Bureau of Indian Standards – Bureau indien de normalisation	ird@bis.org.in	Gouvernement central
Indonésie	BSN	National Standardization Agency of the Republic of Indonesia – Agence nationale de normalisation	tbt.indonesia@bsn.go.id	Gouvernement central
Irlande	NSAI	National Standards Authority of Ireland – Direction nationale de la normalisation de l'Irlande	nsai@nsai.ie	Gouvernement central
Islande	IST	Icelandic Standards – Conseil islandais de normalisation	stadlar@stadlar.is	Non gouvernemental
Israël	SII	Standards Institution of Israel – Institut israélien de normalisation	iso/iec@sii.org.il	Non gouvernemental
Italie	CEI	Comitato Elettrotecnico Italiano – Comité électrotechnique italien	cei@ceinorme.it	Non gouvernemental
Italie	UNI	Ente Nazionale Italiano di Unificazione	uni@uni.com	Non gouvernemental
Jamaïque	BSJ	Bureau of Standards Jamaica – Bureau des normes de la Jamaïque	info@bsj.org.jm	Gouvernement central

Membre de l'OMC ou observateur	Sigle	Organisation	Adresse électronique	Type
Japon	CPSA	Association des consommateurs pour la sécurité des produits	operation@sg-mark.org	Non gouvernemental
Japon	JISC	Japanese Industrial Standards Committee – Comité japonais des normes industrielles	isojisc@meti.go.jp	Gouvernement central
Japon	JSA	Japanese Standards Association (Association japonaise de normalisation)	jsastandard@jsa.or.jp	Non gouvernemental
Japon	MAFF	Ministère de l'agriculture, des forêts et de la pêche	white56@maff.go.jp	Gouvernement central
Japon	METI	Ministère de l'économie, du commerce et de l'industrie		Gouvernement central
Japon	JCMA	Japan Construction Mechanization Association – Association japonaise de la construction et de la mécanisation	jcmastd@jcmanet.or.jp	Non gouvernemental
Japon	JEA	Japan Environment Association (Association japonaise pour l'environnement)	info@ecomark.jp	Non gouvernemental
Japon		Society of Automotive Engineers of Japan, Inc. (Société des ingénieurs automobiles du Japon)	kikaku@jsae.or.jp	Non gouvernemental
Japon	JBIA	The Japan Bearing Industry Association (Association japonaise de l'industrie des roulements à bille)	jbsc@jbia.or.jp	Non gouvernemental
Japon	JISF	The Japan Iron and Steel Federation – Fédération du fer et de l'acier du Japon	std1@jisf.or.jp	Non gouvernemental
Japon	JSME	The Japan Society of Mechanical Engineers (Société japonaise des ingénieurs en mécanique)	jigy@jsme.or.jp	Non gouvernemental
Japon	JWIMA	Japan Writing Instrument Manufacturers Association (Association japonaise des fabricants d'instruments d'écriture)	haruta@wima.org	Non gouvernemental
Japon	OITDA	Optoelectronics Industry and Technology Development Association (Association pour le développement de l'industrie et des technologies optoélectroniques)	opt-st@oitda.or.jp	Non gouvernemental
Jordanie	JSMO	Jordan Standards and Metrology Organization (Organisation jordanienne des normes et de la métrologie)	jsmo@jsmo.gov.jo	Gouvernement central

Membre de l'OMC ou observateur	Sigle	Organisation	Adresse électronique	Type
Kazakhstan	KAZMEMST	Committee for Technical Regulation and Metrology (Comité de la réglementation technique et de la métrologie)	mailkazmemst@rambler.ru	Gouvernement central
Kenya	KEBS	Kenya Bureau of Standards - Bureau des normes du Kenya	info@kebs.org	Gouvernement central
Koweït, État du	KOWSMD	Public Authority for Industry - Office de l'industrie	Kowsmd@pai.gov.kw	Gouvernement central
Lettonie	LVS	Standardization, Accreditation and Metrology Centre (Centre de normalisation, d'accréditation et de métrologie), Latvian Standard (Normes lettones)	lvs@lvs.lv	Gouvernement central
Libye	LNCSM	Libyan National Centre for Standardization and Metrology (Centre national de normalisation et de métrologie de la Libye)	info@lncsm.org.ly	Gouvernement central
Lituanie	LST	Lithuanian Standards Board (Office lituanien de normalisation)	lstboard@lsd.lt	Gouvernement central
Luxembourg	ILNAS	Institut luxembourgeois de la normalisation, de l'accréditation, de la sécurité et qualité des produits et services	info@ilnas.etat.lu	Gouvernement central
Malaisie	DSM	Department of Standards Malaysia (Département des normes de Malaisie)	central@standardsmalaysia.gov.my	Gouvernement central
Malawi	MBS	Malawi Bureau of Standards (Bureau de normalisation du Malawi)	mbs@mbsmw.org	Non gouvernemental
Mali	AMANORM	Agence malienne de normalisation et de promotion de la qualité	amanormmali@yahoo.fr	Gouvernement central
Malte	MCCAA	Malta Competition and Consumer Affairs Authority (Direction de la concurrence et de la consommation de Malte)	info.msa@msa.org.mt	Non gouvernemental
Maroc	IMANOR	Institut marocain de normalisation	imanor@mcinet.gov.ma	Gouvernement central
Maurice	MSB	Mauritius Standards Bureau (Bureau des normes de Maurice)	msb@intnet.mu	Non gouvernemental
Mexique	ANCE	Asociación Nacional de Normalización y Certificación, A.C. (Association nationale de normalisation et de certification)	ance@ance.org.mx	Non gouvernemental

Membre de l'OMC ou observateur	Sigle	Organisation	Adresse électronique	Type
Mexique	INNTEX	Instituto Nacional de Normalización Textil, A.C. (Institut national de normalisation du secteur textile)	inntex@inntex.org.mx	Non gouvernemental
Mexique	NYCE	Normalización y Certificación Electrónica, A.C. (Normalisation et certification électronique)	nyce@nyce.org.mx	Non gouvernemental
Mexique	DGN	Dirección General de Normas (Direction générale des normes)	iso-mex@economia.gob.mx	Gouvernement central
Mexique	CANACERO	Cámara Nacional de la Industria del Hierro y del Acero (Chambre nationale de l'industrie sidérurgique)	orangel@canacero.org.mx onn@canacero.org.mx	Non gouvernemental
Mexique	CNCP	Centro de Normalización y Certificación de Productos, A.C. (Centre de normalisation et de certification de produits)	agmarban@cncp.org.mx	Non gouvernemental
Mexique	COFOCALEC	Consejo para el Fomento de la Calidad de la Leche y sus Derivados, A.C. (Conseil pour la promotion de la qualité du lait et de ses dérivés)	"direcciongral@cofocalec.org.mx"	Non gouvernemental
Mexique	IMNC	Instituto Mexicano de Normalización y Certificación, A.C. (Institut mexicain de normalisation et de certification)	normalizacion@imnc.org.mx mirueste@imnc.org.mx mlhuerta@imnc.org.mx	Non gouvernemental
Mexique	ONNCCE	Organismo Nacional de Normalización y Certificación de la Construcción y Edificación, S.C. (Organisme national de normalisation et de certification du secteur de la construction)	onnccce@mail.onncce.org.mx	Non gouvernemental
Mexique	NORMEX	Sociedad Mexicana de Normalización y Certificación - Société mexicaine de normalisation et de certification	normas1@normex.com.mx	Non gouvernemental
Moldova, République de	ISM	Institut de normalisation de Moldova	office@standard.md	Gouvernement central
Mongolie	MASM	Mongolian Agency for Standardization and Metrology (Agence mongole de normalisation et de métrologie)	info@masm.gov.mn	Gouvernement central
Monténégro	ISME	Institute for Standardization of Montenegro (Institut de normalisation du Monténégro)	isme@t-com.me	Non gouvernemental
Mozambique	INNOQ	Instituto Nacional de Normalização e Qualidade	alfredo.siteo@innq.gov.mz	Gouvernement central

Membre de l'OMC ou observateur	Sigle	Organisation	Adresse électronique	Type
Myanmar		Department of Research and Innovation (DRI), Ministry of Science and Technology (Département de la recherche et de l'innovation (DRI) du Ministère de la science et de la technologie)	" head-nsb@myanmarstandards.org.mm " " tbtenquiry@myanmarstandards.org.mm " standards.mstrd@gmail.com wwmoejan4@gmail.com	Gouvernement central
Namibie	NSI	Namibian Standards Institution (Institut namibien des normes)	query@nsi.com.na	Gouvernement central
Nicaragua		Dirección de Normalización y Metrología (Direction de la normalisation et de la métrologie)	nsolano@mific.gob.ni ; dtnm@mific.gob.ni	Gouvernement central
Nicaragua	INEN	Instituto Nicaragüense de Energía (Institut nicaraguayen de l'énergie)	dcd@ine.gob.ni	Gouvernement central
Nicaragua	INAA	Instituto Nicaragüense de Acueductos y Alcantarillados (Institut nicaraguayen des eaux et des systèmes d'assainissement)	pres.ejinaa@inaa.gob.ni	Non gouvernemental
Niger	DNPQM	Direction de la normalisation, de la promotion de la qualité et de la métrologie	dngm2002@yahoo.fr	Gouvernement central
Nigéria	SON	Standards Organisation of Nigeria (Organisation nigériane de normalisation)	info@sononline.org	Gouvernement central
Norvège	SN	Standards Norway – Office norvégien de normalisation	info@standard.no	Non gouvernemental
Norvège	NEK	Norsk Elektroteknisk Komite (The Norwegian Electrotechnical Committee - Comité électrotechnique norvégien)	nek@nek.no	Non gouvernemental
Nouvelle-Zélande	SNZ	Standards New Zealand (Organisme national de normalisation)	enquiries@standards.govt.nz	Gouvernement central
Nouvelle-Zélande		Environmental Choice New Zealand (choix environnemental)	info@enviro-choice.org.nz	Gouvernement central
Oman	DGSM	Directorate General for Standards and Metrology (Direction générale des spécifications et des mesures)	nepic@business.gov.om	Gouvernement central
Ouganda	UNBS	Uganda National Bureau of Standards – (Office national de normalisation)	info@unbs.go.ug	Gouvernement central
Ouzbékistan	UZSTANDARD	Agence de la normalisation, de la métrologie et de la certification de l'Ouzbékistan	uzst@standart.uz	Gouvernement central

Membre de l'OMC ou observateur	Sigle	Organisation	Adresse électronique	Type
Pakistan	PSQCA	Pakistan Standards and Quality Control Authority (Direction pakistanaise des normes et du contrôle de la qualité)	psqcadq@super.net.pk	Gouvernement central
Panama	MICI	Ministerio de Comercio e Industrias (Ministère du commerce et de l'industrie)	dgnti@mici.gob.pa	Gouvernement central
Papouasie-Nouvelle-Guinée	NISIT	National Institute of Standards and Industrial Technology (Institut national des normes et de la technologie industrielle)	pngnisit@nisit.gov.pg	Gouvernement central
Paraguay	INTN	Instituto Nacional de Tecnología, Normalización y Metrología (Institut national de technologie, de normalisation et de métrologie)	elisafle@intn.gov.py	Gouvernement central
Pays-Bas	NEN	Nederlands Normalisatie-instituut	info@nen.nl	Non gouvernemental
Pérou	INACAL	INSTITUTO NACIONAL DE CALIDAD, Dirección de Normalización (Institut national de la qualité, Direction de la normalisation)	ruria@inacal.gob.pe	Gouvernement central
Philippines	BPS	Bureau of Philippine Standards (Office des normes de produits)	bps@dti.gov.ph	Gouvernement central
Pologne	PKN	Polski Komitet Normalizacyjny (Comité polonais de normalisation)	wto.tbt@pkn.pl	Non gouvernemental
Portugal	IPQ	Instituto Português da Qualidade	ipq@ipq.pt	Gouvernement central
Qatar	QS	Organisation générale de la normalisation du Qatar, Ministère de l'administration territoriale et de l'environnement	standard@qatar.net.qa	Gouvernement central
République démocratique populaire lao	MoST	Ministry of Science and Technology – Ministère des sciences et des technologies		Gouvernement central
République dominicaine	INDOCAL	Instituto Dominicano para la Calidad – Institut dominicain pour la qualité	indocal@indocal.gob.do	Gouvernement central
République kirghize	KYRGYZST	Centre de normalisation et métrologie du Ministère de l'économie de la République kirghize	kyrgyzstandard@rambler.ru	Gouvernement central
République libanaise	LIBNOR	Lebanese Standards Institution (Institut libanais de normalisation)	libnor@libnor.org	Gouvernement central

Membre de l'OMC ou observateur	Sigle	Organisation	Adresse électronique	Type
République slovaque	SOSMT	Slovak Office of Standards, Metrology and Testing (Bureau de la normalisation, de la métrologie et des essais de la République slovaque)	predseda@normoff.gov.sk	Gouvernement central
République tchèque	UNMZ	Czech Office for Standards, Metrology and Testing – Bureau tchèque des normes, de la métrologie et des essais	extrel@unmz.cz	Gouvernement central
Roumanie	ASRO	Asociația de Standardizare din România (Association roumaine de normalisation)	international@asro.ro	Non gouvernemental
Royaume-Uni	BSI	British Standards Institution (Institut britannique de normalisation)	" standards.international@bsigroup.com "	Non gouvernemental
Rwanda	RSB	Rwanda Standards Board (Office des normes du Rwanda)	info@rsb.gov.rw	Gouvernement central
Saint-Kitts-et-Nevis	SKNBS	St. Kitts and Nevis Bureau of Standards (Bureau des normes de Saint-Kitts-et-Nevis)	sknbs@gov.kn mplbos@gmail.com	Gouvernement central
Saint-Vincent-et-les Grenadines	SVGBS	St. Vincent and the Grenadines Bureau of Standards (Bureau des normes de Saint-Vincent-et-les Grenadines)	svgbs@vincysurf.com info.svgbs@gov.vc	Gouvernement central
Sainte-Lucie	SLBS	Saint Lucia Bureau of Standards (Bureau des normes de Sainte-Lucie)	slbs@candw.lc	Gouvernement central
Sénégal	ASN	Association sénégalaise de normalisation	isn@orange.sn	Gouvernement central
Serbie	ISS	Institute for Standardization of Serbia (Institut de normalisation de la Serbie)	iss-international@iss.rs ljubica.petrovic@iss.rs	Non gouvernemental
Seychelles	SBS	Seychelles Bureau of Standards (Bureau des normes des Seychelles)	sbsorg@seychelles.net	Gouvernement central
Singapour	SPRING SG	Standards, Productivity and Innovation Board (Office des normes, de la productivité et de l'innovation)	standards@spring.gov.sg	Gouvernement central
Slovénie	SIST	Slovenian Institute for Standardization (Institut slovène de normalisation)	sist@sist.si	Non gouvernemental
Sri Lanka	SLSI	Sri Lanka Standards Institution (Institut sri-lankais de normalisation)	chairman@slsi.slt.lk	Gouvernement central
Suède		ITS - Svenska Informations - Och Telekommunikationsstandardiseringsnämnden	info@its.se	Non gouvernemental
Suède		SEK Svensk Elstandard	snc@elstandard.se	Non gouvernemental

Membre de l'OMC ou observateur	Sigle	Organisation	Adresse électronique	Type
Suède	SIS	Swedish Standards Institute (Institut suédois de la normalisation)	info@sis.se	Non gouvernemental
Suisse	SNV	Association suisse de normalisation	switec@snv.ch	Non gouvernemental
Suisse	CES	Electrosuisse	ces@electrosuisse.ch	Non gouvernemental
Swaziland	SWASA	Swaziland Standards Authority (Agence de normalisation du Swaziland)	info@swasa.co.sz	Non gouvernemental
Taipei chinois	BSMI	The Bureau of Standards, Metrology and Inspection, Ministry of Economic Affairs, (Bureau de normalisation, de métrologie et d'inspection)	tbtenq@bsmi.gov.tw	Gouvernement central
Tanzanie	TBS	Tanzania Bureau of Standards (Bureau de normalisation de la Tanzanie)	info@tbs.go.tz	Gouvernement central
Thaïlande	TISI	Thai Industrial Standards Institute (Office thaïlandais de normalisation industrielle)	intrelat@tisi.go.th	Gouvernement central
Trinité-et-Tobago	TTBS	Trinidad and Tobago Bureau of Standards (Office de normalisation de la Trinité-et-Tobago)	ttbs@ttbs.org.tt	Gouvernement central
Tunisie	INNORPI	Institut national de la normalisation et de la propriété industrielle	innorpi@planet.tn	Gouvernement central
Turquie	TSE	Türk Standardlari Enstitüsü (Turkish Standards Institution - Institut turc de normalisation)	usm@tse.org.tr	Non gouvernemental
Ukraine	DSTU	Ukrainian Scientific, Research and Training Center on Standardization, Certification and Quality Problems (Centre ukrainien pour la recherche scientifique et la formation en matière de normalisation, de certification et de qualité)	assistant@ukrndnc.org.ua	Non gouvernemental
Union européenne	ETSI	European Telecommunications Standards Institute – Institut européen des normes de la télécommunication	info@etsi.org	Non gouvernemental
Union européenne	CENELEC	Comité européen de normalisation en électrotechnique	info@cencenelec.eu	Non gouvernemental
Union européenne	CEN	Comité européen de normalisation	info@cencenelec.eu	Non gouvernemental

Membre de l'OMC ou observateur	Sigle	Organisation	Adresse électronique	Type
Uruguay	UNIT	Instituto Uruguayo de Normas Técnicas (Institut uruguayen de normalisation technique)	unit-iso@unit.org.uy	Non gouvernemental
Venezuela, République bolivarienne du	FONDONORMA	Fondo para la Normalización y Certificación de la Calidad (Fonds de normalisation et de certification de la qualité)	info@fondonorma.org.ve	Non gouvernemental
Viet Nam	STAMEQ	Directorate for Standards, Metrology and Quality (Direction des normes, de la métrologie et de la qualité)	vutieuquan@tcvn.gov.vn	Gouvernement central
Zambie	ZABS	Zambia Bureau of Standards (Bureau zambien des normes)	ceo@zabs.org.zm info@zabs.org.zm	Gouvernement central
Zimbabwe	SAZ	Standards Association of Zimbabwe (Association zimbabwéenne de normalisation)	rmarunda@saz.org.zw info@saz.org.zw	Non gouvernemental
Autres	ARSO	African Organisation for Standardisation (Organisation africaine de normalisation)	arso@arso-oran.org	Autres

G. Communications concernant la mise en œuvre et l'administration de l'Accord au titre de l'article 15.2

L'article 15.2 de l'Accord OTC dispose que:

"Dans les moindres délais après la date à laquelle l'Accord sur l'OMC entrera en vigueur pour lui, chaque Membre informera le Comité des mesures qui sont en vigueur ou qu'il aura prises pour assurer la mise en œuvre et l'administration du présent accord. Il notifiera aussi au Comité toute modification ultérieure de ces mesures."

Le tableau ci-après contient une liste des Membres ayant présenté une communication concernant la mise en œuvre et l'administration de l'Accord au titre de l'article 15.2 depuis 1995. À ce jour, 141 Membres ont présenté au moins une communication.

Membres	Document	Date
Afrique du Sud	G/TBT/2/Add.60	14 juillet 2000
	G/TBT/2/Add.60/Rev.1	14 mars 2012
	G/TBT/2/Add.60/Rev.2	14 avril 2016
Albanie	G/TBT/2/Add.99	15 mai 2008
Antigua-et-Barbuda	G/TBT/2/Add.66	7 mars 2002
Arabie saoudite, Royaume d'	G/TBT/2/Add.89	19 mai 2006
Argentine	G/TBT/2/Add.21	4 septembre 1996
	G/TBT/2/Add.21/Suppl.1	11 février 1999
	G/TBT/2/Add.21/Suppl.2	20 avril 1999
	G/TBT/2/Add.21/Suppl.3	29 août 2003
Arménie	G/TBT/2/Add.75	6 août 2003
	G/TBT/2/Add.75/Rev.1	10 août 2004
Australie	G/TBT/2/Add.8	31 mai 1996
	G/TBT/2/Add.8/Rev.1	29 mai 2001
	G/TBT/2/Add.8/Rev.1/Suppl.1	21 juin 2001
Bahreïn, Royaume de	G/TBT/2/Add.19	2 août 1996
Bangladesh	G/TBT/2/Add.88	19 mai 2006
Barbade	G/TBT/2/Add.48	24 septembre 1998

Membres	Document	Date
Belize	G/TBT/2/Add.104	20 août 2010
Bolivie, État plurinational de	G/TBT/2/Add.43	20 janvier 1998
	G/TBT/2/Add.43/Suppl.1	18 septembre 1998
Botswana	G/TBT/2/Add.97	30 octobre 2007
Brésil	G/TBT/2/Add.26	29 octobre 1996
	G/TBT/2/Add.26/Rev.1	28 octobre 2002
	G/TBT/2/Add.26/Rev.1/Suppl.1	18 décembre 2002
	G/TBT/2/Add.26/Rev.2	26 juin 2003
	G/TBT/2/Add.26/Rev.2/Suppl.1	7 juillet 2003
Brunéi Darussalam	G/TBT/2/Add.26/Rev.2/Suppl.2	6 novembre 2006
	G/TBT/2/Add.119	24 octobre 2016
Bulgarie	G/TBT/2/Add.32	23 mai 1997
	G/TBT/2/Add.32/Rev.1	12 octobre 2000
	G/TBT/2/Add.32/Rev.2	16 juillet 2003
	G/TBT/2/Add.32/Rev.3	15 décembre 2006
Burundi	G/TBT/2/Add.18	25 juillet 2016
Cambodge	G/TBT/2/Add.103	12 juillet 2010
Canada	G/TBT/2/Add.6	4 juin 1996
	G/TBT/2/Add.6/Rev.1	9 septembre 2002
	G/TBT/2/Add.6/Rev.2	4 juillet 2007
	G/TBT/2/Add.6/Rev.3	17 juin 2014
Chili	G/TBT/2/Add.16	22 juillet 1996
	G/TBT/2/Add.16/Suppl.1	19 avril 1999
	G/TBT/2/Add.16/Suppl.2	24 novembre 2003
	G/TBT/2/Add.16/Rev.1	16 mars 2006
Chine	G/TBT/2/Add.65	29 janvier 2002
Chypre	G/TBT/2/Add.46	27 février 1998
Colombie	G/TBT/2/Add.18	29 août 1996
	G/TBT/2/Add.18/Rev.1	5 juillet 2005
	G/TBT/2/Add.18/Rev.2	10 mai 2007
	G/TBT/2/Add.18/Rev.2/Suppl.1	13 mars 2008
	G/TBT/2/Add.18/Rev.2/Suppl.2	18 septembre 2008
	G/TBT/2/Add.18/Rev.3	30 octobre 2009
	G/TBT/2/Add.18/Rev.1/Suppl.1	9 janvier 2012
	G/TBT/2/Add.18/Rev.1/Suppl.2	12 octobre 2015
	G/TBT/2/Add.28	12 novembre 1996
Corée, République de	G/TBT/2/Add.51	12 avril 1999
	G/TBT/2/Add.51/Suppl.1	10 mars 2003
Croatie	G/TBT/2/Add.73	24 janvier 2003
	G/TBT/2/Add.73/Rev.1	10 mai 2011
Cuba	G/TBT/2/Add.13/Rev.1	14 mars 2011
Dominique	G/TBT/2/Add.62	28 février 2001
Égypte	G/TBT/2/Add.34/Rev.1	8 octobre 2009
El Salvador	G/TBT/2/Add.78	22 mars 2004
	G/TBT/2/Add.78/Suppl.1	8 décembre 2008
Émirats arabes unis	G/TBT/2/Add.96	11 septembre 2007
Équateur	G/TBT/2/Add.101	22 juin 2009
Estonie	G/TBT/2/Add.58	16 mars 2000
	G/TBT/2/Add.58/Rev.1	1 ^{er} mars 2001
	G/TBT/2/Add.58/Rev.2	10 décembre 2001
États-Unis d'Amérique	G/TBT/2/Add.2	19 février 1996
Ex-République yougoslave de Macédoine	G/TBT/2/Add.84	22 février 2005
	G/TBT/2/Add.84/Rev.1	9 novembre 2012
Fédération de Russie	G/TBT/2/Add.109	11 octobre 2012
Fidji	G/TBT/2/Add.90	12 septembre 2006
Gabon	G/TBT/2/Add.121	5 avril 2017
Géorgie	G/TBT/2/Add.81	15 octobre 2004
	G/TBT/2/Add.81/Rev.1	28 septembre 2011
	G/TBT/2/Add.81/Rev.2	8 octobre 2012
Ghana	G/TBT/2/Add.76	29 octobre 2003
	G/TBT/2/Add.76/Rev.1	2 juin 2008
Grenade	G/TBT/2/Add.67	12 mars 2002
Guatemala	G/TBT/2/Add.102	24 février 2010
Guinée-Bissau	G/TBT/2/Add.92	24 novembre 2006
Honduras	G/TBT/2/Add.50	22 octobre 1998
Hong Kong, Chine	G/TBT/2/Add.1	29 janvier 1996
Hongrie	G/TBT/2/Add.41	21 octobre 1997
Inde	G/TBT/2/Add.56	22 octobre 1999

Membres	Document	Date
Indonésie	G/TBT/2/Add.3	22 mars 1996
	G/TBT/2/Add.3/Rev.1	18 mai 2004
	G/TBT/2/Add.3/Rev.2	15 mai 2008
	G/TBT/2/Add.3/Rev.3	12 novembre 2009
	G/TBT/2/Add.3/Rev.4	20 août 2010
Islande	G/TBT/2/Add.3/Rev.5	1 ^{er} mars 2017
	G/TBT/2/Add.55	1 ^{er} juin 1999
Israël	G/TBT/2/Add.55/Suppl.1	11 juillet 2000
	G/TBT/2/Add.72	23 janvier 2003
	G/TBT/2/Add.72/Suppl.1	18 janvier 2008
Jamaïque	G/TBT/2/Add.72/Suppl.2	3 décembre 2010
	G/TBT/2/Add.57	22 juillet 1999
Japon	G/TBT/2/Add.10	11 juin 1996
	G/TBT/2/Add.10/Rev.1	31 octobre 2016
Jordanie	G/TBT/2/Add.61	18 octobre 2000
Kazakhstan	G/TBT/2/Add.116	4 mars 2016
Kenya	G/TBT/2/Add.86	28 avril 2005
	G/TBT/2/Add.86/Suppl.1	2 juin 2005
	G/TBT/2/Add.86/Rev.1	16 février 2015
Koweït, État du	G/TBT/2/Add.105	6 avril 2011
Lettonie	G/TBT/2/Add.52	13 avril 1999
Libéria	G/TBT/2/Add.125	6 septembre 2017
	G/TBT/2/Add.125/Rev.1	25 septembre 2017
Liechtenstein	G/TBT/2/Add.36	6 août 1997
Lituanie	G/TBT/2/Add.64	4 octobre 2001
Macao, Chine	G/TBT/2/Add.30	23 décembre 1996
Madagascar	G/TBT/2/Add.80	3 août 2004
Malaisie	G/TBT/2/Add.9	12 juin 1996
	G/TBT/2/Add.9/Rev.1	29 octobre 2004
	G/TBT/2/Add.9/Rev.2	8 juillet 2010
	G/TBT/2/Add.9/Rev.3	5 juin 2012
Malawi	G/TBT/2/Add.93	2 août 2007
Mali	G/TBT/2/Add.113	15 avril 2014
Maroc	G/TBT/2/Add.39	6 août 1997
Maurice	G/TBT/2/Add.40	17 septembre 1997
Mexique	G/TBT/2/Add.14	19 juillet 1996
	G/TBT/2/Add.14/Suppl.1	28 octobre 2008
	G/TBT/2/Add.68	15 mars 2002
Moldova, République de	G/TBT/2/Add.68/Suppl.1	10 octobre 2006
	G/TBT/2/Add.44	29 janvier 1998
Mongolie	G/TBT/2/Add.44/Rev.1	21 décembre 2007
	G/TBT/2/Add.110	18 mars 2013
Monténégro	G/TBT/2/Add.107	22 juillet 2011
Mozambique	G/TBT/2/Add.42	9 décembre 1997
Namibie	G/TBT/2/Add.108	16 mars 2012
	G/TBT/2/Add.122	1 ^{er} juin 2017
Népal	G/TBT/2/Add.82	25 octobre 2004
Nicaragua	G/TBT/2/Add.95	10 septembre 2007
Niger	G/TBT/2/Add.20	2 août 1996
	G/TBT/2/Add.25	29 octobre 1996
Nigéria	G/TBT/2/Add.15	15 juillet 1996
	G/TBT/2/Add.15/Rev.1	26 juin 1997
Norvège	G/TBT/2/Add.24	11 octobre 1996
Nouvelle-Zélande	G/TBT/2/Add.63	12 avril 2001
Oman	G/TBT/2/Add.23	8 octobre 1996
	G/TBT/2/Add.23/Suppl.1	12 avril 2006
Ouganda	G/TBT/2/Add.45	12 février 1998
Pakistan	G/TBT/2/Add.53	7 mai 1999
	G/TBT/2/Add.53/Corr.1	14 octobre 1999
Papouasie-Nouvelle-Guinée	G/TBT/2/Add.77	5 mars 2004
	G/TBT/2/Add.77/Rev.1	27 octobre 2006
Paraguay	G/TBT/2/Add.91	29 septembre 2006
	G/TBT/2/Add.91/Rev.1	1 ^{er} juillet 2008
	G/TBT/2/Add.91/Rev.2	1 ^{er} avril 2010
Pérou	G/TBT/2/Add.29	23 décembre 1996
	G/TBT/2/Add.29/Suppl.1	14 septembre 2007
	G/TBT/2/Add.29/Rev.1	1 ^{er} octobre 2007
	G/TBT/2/Add.29/Rev.2	3 décembre 2008
Philippines	G/TBT/2/Add.11	11 juin 1996

Membres	Document	Date
	G/TBT/2/Add.11/Rev.1	6 novembre 2017
Pologne	G/TBT/2/Add.31	18 février 1997
	G/TBT/2/Add.31/Rev.1	24 mars 1997
Qatar	G/TBT/2/Add.87	27 février 2006
République démocratique du Congo	G/TBT/2/Add.79	15 juillet 2004
République démocratique populaire lao	G/TBT/2/Add.111	20 novembre 2013
République dominicaine	G/TBT/2/Add.74	30 juin 2003
République kirghize	G/TBT/2/Add.59	16 mars 2000
République slovaque	G/TBT/2/Add.4	26 mars 1996
République tchèque	G/TBT/2	8 novembre 1995
	G/TBT/2/Suppl.1	21 juin 2001
Roumanie	G/TBT/2/Add.17	2 août 1996
	G/TBT/2/Add.17/Corr.1	11 septembre 1996
Rwanda	G/TBT/2/Add.85	24 février 2005
Rwanda	G/TBT/2/Add.85/Rev.1	7 janvier 2015
Saint-Kitts-et-Nevis	G/TBT/2/Add.123	30 juin 2017
Saint-Vincent-et-les Grenadines	G/TBT/2/Add.71	10 décembre 2002
Sainte-Lucie	G/TBT/2/Add.37	6 août 1997
Samoa	G/TBT/2/Add.124	14 juillet 2017
Sénégal	G/TBT/2/Add.115	9 octobre 2015
Seychelles	G/TBT/2/Add.114	25 septembre 2015
Sierra Leone	G/TBT/2/Add.83	16 décembre 2004
Singapour	G/TBT/2/Add.25/Rev.1	27 août 2007
Slovénie	G/TBT/2/Add.5	28 mars 1996
	G/TBT/2/Add.5/Suppl.1	18 août 1999
	G/TBT/2/Add.5/Suppl.2	1 ^{er} novembre 2001
Sri Lanka	G/TBT/2/Add.27	8 novembre 1996
	G/TBT/2/Add.27/Rev.1	1 ^{er} avril 2015
Suisse	G/TBT/2/Add.7	14 juin 1996
	G/TBT/2/Add.7/Rev.1	14 février 2008
	G/TBT/2/Add.7/Rev.2	16 mai 2014
Swaziland	G/TBT/2/Add.35	22 juillet 1997
Tadjikistan	G/TBT/2/Add.112	17 mars 2014
Taipei chinois	G/TBT/2/Add.69	11 juillet 2002
Tanzanie	G/TBT/2/Add.94	31 août 2007
	G/TBT/2/Add.94/Rev.1	28 octobre 2010
Thaïlande	G/TBT/2/Add.38	6 août 1997
Trinité-et-Tobago	G/TBT/2/Add.47	13 juillet 1998
	G/TBT/2/Add.47/Rev.1	19 octobre 2015
Tunisie	G/TBT/2/Add.22	26 novembre 1996
Turquie	G/TBT/2/Add.33	18 juin 1997
	G/TBT/2/Add.33/Rev.1	9 novembre 2011
Ukraine	G/TBT/2/Add.100	30 mai 2008
	G/TBT/2/Add.100/Rev.1	10 mai 2011
	G/TBT/2/Add.100/Rev.2	20 avril 2012
	G/TBT/2/Add.100/Rev.3	8 avril 2013
	G/TBT/2/Add.100/Rev.4	3 avril 2014
	G/TBT/2/Add.100/Rev.5	10 avril 2015
	G/TBT/2/Add.100/Rev.6	8 avril 2016
	G/TBT/2/Add.100/Rev.7	17 février 2017
Union européenne	G/TBT/2/Add.12	27 juin 1996
	G/TBT/2/Add.12/Suppl.1	4 mars 1997
	G/TBT/2/Add.12/Rev.1	1 ^{er} juillet 1998
	G/TBT/2/Add.12/Rev.2	5 novembre 1999
	G/TBT/2/Add.12/Rev.3	18 octobre 2005
	G/TBT/2/Add.12/Rev.3/Suppl.1	22 novembre 2006
Uruguay	G/TBT/2/Add.54	26 mai 1999
Vanuatu	G/TBT/2/Add.117	22 juillet 2016
Venezuela, République bolivarienne du	G/TBT/2/Add.70	10 septembre 2002
Viet Nam	G/TBT/2/Add.98	6 novembre 2007
	G/TBT/2/Add.98/Rev.1	20 février 2009
	G/TBT/2/Add.98/Rev.2	12 septembre 2012
Yémen	G/TBT/2/Add.120	25 novembre 2016
Zambie	G/TBT/2/Add.106	28 juin 2011
Zimbabwe	G/TBT/2/Add.49	28 septembre 1998